

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

Dossier

N° 476 du 17.08

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Jonathan Cook : Israël cible les groupes militant pour les droits humains.

1-2 Philip Knightley : "Tuez Khaled", ou la pratique de la censure en démocratie libérale.

2 Les brèves

2-1 6e Congrès du Fatah

Le Fatah renouvelle ses instances.

1 Les nouveaux au Comité central et au Conseil révolutionnaire.

2 Coup de jeune sur le Fatah.

3 Lieberman répond à Tibi.

4 Israël agite l'épouvantail du Fatah.

5 Fatah : Ahmed Koreï n'a pas confiance.

2-2 Marwan Barghouti : De l'homme d'action à l'action politique.

2-3 « Le problème, c'est l'Iran et non les colons juifs »...

2-4 Une étude dévoile la situation précaire des Palestiniens en dehors des camps.

2-5 Chérif Boudelal

2-6 E.B. Solomont : Blanchiment d'argent et trafic d'organes. : Trafic d'organes et blanchiment d'argent dans le collimateur du FBI.

3 Dossier

3-1 [Hassan Moali](#) : Mahmoud Abbas devant le congrès du Fatah.

3-2 Monique Mas : Un congrès du changement pour la continuité du Fatah.

3-3 Le Fatah rajeunit ses cadres et renforce la main d'Abbas.

3-4 Hassan Moali : Israël agite l'épouvantail du Fatah.

3-5 The Palestine Times : Pourquoi les Palestiniens ne devraient jamais reconnaître le droit à exister d'Israël ?

3-6 La topologie du gruyère

3-7 Gaza sous blocus et sous des tonnes de gravas s'intensifie.

3-8 [Alain Jules](#) : Ah, la petite entreprise d'Avidgor Lieberman connaît la crise.

4 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

4-1 [Gideon Lévy](#) : Une balle dans le ventre.

4-2 R.Jorf : 73% des enfants de Gaza souffrent de troubles psychologiques suite à la dernière agression israélienne contre Gaza.

4-3 Hannah Mermelstein : Sécurité

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Jonathan Cook : Israël cible les groupes militant pour les droits humains.

Pour essayer d'endiguer le flux de preuves l'incriminant dans les crimes de guerre qu'il a commis pendant l'assaut de l'hiver dernier contre Gaza, le gouvernement israélien a lancé une campagne afin de réprimer l'activité des groupes de défense des droits humains, tant en Israël qu'à l'étranger.

Il a tout d'abord ciblé l'une des principales organisations mondiales de défense des droits humains, Human Rights Watch (HRW), basée aux États-Unis ainsi qu'un groupe local d'anciens combattants dissidents, Breaking the Silence (Rompre le silence) qui a publié le mois dernier les témoignages de 26 soldats ayant combattu à Gaza. En outre, selon les médias israéliens, le gouvernement compte prendre « une attitude beaucoup plus agressive » envers les groupes de défense des droits humains qui s'efforcent d'aider les Palestiniens.

Des officiels ont mis en cause les sources de financement de ces organisations et ont menacé d'adopter une loi interdisant l'aide de gouvernements étrangers, particulièrement européens.

En réponse, les militants de Rompre le silence et d'autres groupes israéliens ont accusé le gouvernement de mener une « chasse aux sorcières » afin de les intimider et de les priver des fonds nécessaires à la poursuite de leurs enquêtes.

« C'est une mesure très dangereuse » a dit Mikhael Mannekin, un des dirigeants de Rompre le silence. Israël prend une direction très antidémocratique.

La campagne proviendrait d'une initiative de Avigdor Lieberman, ministre des affaires étrangères d'extrême droite, actuellement accusé de corruption, mais qui a l'appui du premier ministre Benjamin Netanyahu.

A l'occasion d'une conférence de presse le mois dernier, M. Lieberman a accusé des organisations sans but lucratif et des organisations non-gouvernementales de se substituer aux diplomates pour déterminer l'action de la communauté internationale à l'égard d'Israël. Il a également menacé d'instituer des réformes afin de diminuer l'influence de ces groupes.

Une semaine plus tard, le bureau de M. Netanyahu est intervenu contre Human Rights Watch, critiquant lourdement l'organisation d'avoir levé récemment des fonds en Arabie Saoudite.

HRW a répondu qu'il n'accepte que des dons privés et n'accepte pas de fonds du gouvernement saoudien, mais les officiels israéliens disent que tout l'argent saoudien est pollué et qu'il compromettra l'impartialité du rôle de chien de garde de HRW par rapport à Israël.

« Qu'une organisation de défense des droits humains mobilise des fonds en Arabie Saoudite équivaut pour un groupe de défense des droits de la femme à demander une donation aux Talibans » a dit Marc Regev, porte-parole du gouvernement, au quotidien israélien de droite, le Jerusalem post.

HRW a récemment publié des articles dans lesquels il accuse l'armée israélienne d'avoir commis des crimes de guerre à Gaza, notamment d'avoir utilisé du phosphore blanc et d'avoir attaqué des cibles civiles.

HRW subit maintenant une pression concertée de la part de groupes du lobby juif et de journalistes juifs importants aux États-Unis l'incitant à rompre ses liens avec les donateurs saoudiens. Selon les médias israéliens, certains donateurs juifs aux États-Unis ont également précisé que leur argent doit être utilisé pour mener des enquêtes sur les droits humains qui n'incluent pas Israël.

Entre-temps, le ministère israélien des affaires étrangères met la pression sur les gouvernements européens pour qu'ils arrêtent de financer nombre de groupes israéliens de défense des droits humains.

En prélude aux sanctions, il a émis des instructions à toutes ses ambassades dans le monde pour qu'elles demandent aux gouvernements hôtes s'ils financent de telles activités.

La semaine dernière, le ministère des affaires étrangères s'est plaint auprès des diplomates britanniques, néerlandais et espagnols de l'appui que leurs pays respectifs fournissent à Rompre le silence.

D'après les témoignages recueillis auprès des soldats, l'armée israélienne aurait commis beaucoup de crimes de guerre à Gaza, utilisant notamment les Palestiniens comme boucliers humains, et tirant des obus au phosphore blanc sur des zones civiles. Un soldat a dit que les tirs israéliens étaient « dingues ».

Le gouvernement des Pays-Bas a versé près de 20 000 € à ce groupe pour la rédaction de son rapport sur Gaza, tandis que la Grande-Bretagne finançait ce travail l'année dernière à raison de 40 000 £.

Les officiels israéliens discuteraient actuellement sur comment décréter l'illégalité du financement d'organisations politiques en Israël par des gouvernements étrangers ou comment obliger ces groupes à se déclarer « agents d'un gouvernement étranger ».

« Tout comme les gouvernements européens trouveraient inacceptable le soutien d'ONG contre la guerre aux USA, il est inacceptable que des Européens financent des ONG locales opposées aux politiques du gouvernement israélien démocratiquement élu » a dit Ron Dermer, haut fonctionnaire dans le bureau de M. Netanyahu.

Il a ajouté que nombre de groupes travaillaient à délégitimer l'État juif ».

Jeff Halper, dirigeant du comité israélien contre la démolition des maisons, a indiqué que la position

gouvernementale était contraire à l'évolution de longue date de la surveillance du respect des droits humains. « Tous les dictateurs, depuis Hitler à Milosevic, ont dit qu'il ne doit pas y avoir d'ingérence dans leurs affaires souveraines et que tous les autres doivent se tailler. Mais selon le droit international, les droits de l'homme sont universels et ne peuvent pas être laissés à l'interprétation des gouvernements individuels. Ce qui a motivé l'adoption des conventions de Genève est que la communauté internationale a le devoir d'être le chien de garde en ce qui concerne les abus des droits humains où qu'ils se produisent.

M. Halper, dont l'organisation a reçu l'année dernière 80 000 € de l'Espagne pour la reconstruction de maisons palestiniennes détruites a été arrêté l'année dernière pour être allé à Gaza avec des militants de la paix afin de rompre le siège.

Parmi d'autres groupes dans le collimateur du ministère des affaires étrangères il y aurait : B'Tselem qui fournit notamment des caméras à des Palestiniens pour qu'ils enregistrent les mauvais traitements dont ils sont victimes aux mains des colons et de l'armée ; Peace Now, qui surveille la construction des colonies ; Machsom Watch, dont les militants observent les soldats aux postes de contrôle ; et Médecins pour les droits humains qui a récemment examiné la complicité des médecins dans la torture.

M. Mannekin a ajouté : « le gouvernement ne peut pas supprimer l'information sur ce qui s'est passé à Gaza en fermant nos groupes.

« Vous ne pouvez pas envoyer 10 000 soldats dans la bataille et ne pas compter que certains détails sortiront au grand jour. Si nous ne le faisons pas, quelqu'un d'autre le fera.

La campagne actuelle du gouvernement fait suite à une descente de police en avril dans les maisons de 6 Israéliennes militantes de la paix.

Ces femmes, toutes membres de New Profile, organisation féministe qui s'oppose à la militarisation de la société israélienne, ont été arrêtées et accusées d'aider de jeunes Israéliens à se soustraire au service militaire. Ces femmes sont toujours en attente de savoir si elles seront poursuivies.

Jonathan Cook est écrivain et journaliste basé à Nazareth, Israël. Ses derniers livres sont : Israel and the Clash of Civilisations : Iraq, Iran and the Plan to Remake the Middle East (Pluto Press) et Disappearing Palestine : Israel's Experiments in Human Despair (Zed Books).

Jonathan Cook –

The National

Sources [Info Palestine](#)

<http://palestine.over-blog.net/article-34750732.html>

1-2 Philip Knightley : "Tuez Khaled", ou la pratique de la censure en démocratie libérale.

En 1997, les services secrets sionistes (Mossad) avaient tenté d'assassiner en l'empoisonnant Khaled Meshaal le leader du Hamas qui était l'hôte du roi de Jordanie.

Cette affaire fait curieusement l'objet d'une large amnésie dans la presse française (faites une recherche dans google si vous ne me croyez pas).

Amnésie qui sera peut être résorbée si «Kill Khalid», un livre du journaliste Australien Paul McGeough vient être proposé en langue française. McGeough traite en effet à fond de ce dossier qu'il replace dans le contexte de l'émergence du Hamas en tant que force incontournable dans l'espace politique palestinien et international.

Justement, The First Post en Grande Bretagne s'interroge sur le sort fait à ce livre par la presse britannique car si l'ouvrage a trouvé un éditeur, il peine à trouver des journaux pour en rendre compte dans ce qu'on appelle les revues critiques et a également du mal à se frayer un chemin vers les étagères des libraires.

Or, non seulement McGeough est un journaliste réputé mais, si on en croit The First Post, le livre est de qualité.

Avis d'ailleurs partagé par une critique élogieuse aux Etats Unis.

Alors que se passe-t-il au Royaume Uni ?

The First Post est magnanime car autant que les groupes de pressions sionistes, il incrimine la crise économique qui empêcherait les journaux d'assumer le travail de justifications que ne manqueraient pas de leur infliger les mêmes groupes de pression. Et ceci concernerait tous les sujets portant à polémique...

Or, nous savons bien ce qu'il en est puisque les mêmes journaux qui évitent de parler de ce sujet controversé n'hésitent pas à affronter des groupes de pression ou certains secteurs de la population comme on l'a vu au moment de la publication des caricatures de Mahomet.

En somme, nous avons là encore une illustration de la manière dont la censure opère dans les démocraties libérales.

Pourquoi la presse britannique a-t-elle tué la critique du livre 'Tuez Khaled' ?

Malgré des critiques élogieuses aux Etats Unis, le livre de Paul McGeough sur une tentative d'assassinat ratée du Mossad a été ignoré par les médias britanniques.

En avril dernier, Quartet Books a publié « Tuez Khaled : l'échec de l'assassinat de Khaled Meshaal et l'ascension du Hamas » [Kill Khalid: The Failed Assassination of Khalid Mishal and the Rise of Hamas]. Il a été écrit par le correspondant de guerre Paul McGeough, un spécialiste du Moyen Orient.

La sortie du livre aux USA a été accompagnée de critiques enthousiastes. J'avais entendu parler de McGeough et même si je ne le connaissais pas, quand on m'a demandé d'écrire une citation pour la jaquette du livre, j'ai lu le manuscrit et ai été heureux de le faire.

J'ai découvert un livre exceptionnel et des plus passionnants – une histoire politique sérieuse que l'auteur a

rendue sous la forme d'un thriller à rebondissements. Au coeur de l'ouvrage, se trouve le récit de la manière dont, en 1997, les services secrets israéliens du Mossad ont tenté d'assassiner Khaled Meshaal, le chef du Hamas, en plein jour dans les rues d'Ammam en Jordanie. Sous couvert d'ouvrir une canette de coca-cola, les assassins avaient pulvérisé un poison violent dans son oreille.

Mais les agents du Mossad n'avaient pas pu s'enfuir. Les gardes du corps de Khaled [Meshaal] réussirent à en capturer deux et les autres durent se réfugier dans l'ambassade israélienne. Alors que Meshaal somnait dans le coma, des troupes jordaniennes cernèrent l'ambassade israélienne et, après les protestations d'un roi Hussein de Jordanie furieux, Bill Clinton fit pression sur le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour qu'il tente de régler le problème.

Netanyahu avait d'abord affirmé qu'il était trop tard pour annuler les effets du poison. Mais quand Hussein ajouta la menace qu'en cas de décès de Meshaal, les agents du Mossad détenus par la Jordanie seraient tous pendus, l'antidote fut rapidement fourni. Meshaal survécut, de justesse, et le cadre de son ascension politique phénoménale était mis en place.

Contenant des entretiens avec tous les acteurs importants, dont une rencontre sans précédent avec Meshaal lui-même, le livre de McGeough retrace l'histoire du Hamas à travers une décennie d'attentats suicide, de luttes politiques internes et d'accroissement du soutien populaire, culminant avec la bataille pour Gaza en 2007 et l'impasse politique actuelle.

C'est un livre sérieux avec un message important sur une des zones du monde les plus sensibles. Après deux excellentes revues dritiques – dans la London Review of Books et dans le Times Literary Supplement – il a été pratiquement ignoré.

Le responsable de Quartet Books, Naim Attallah, s'en est inquiété au point de contacter les rédactions littéraires de toutes les publications importantes. La plupart lui ont dit ne pas envisager de rendre compte du livre. De plus, ses agents commerciaux l'ont informé que certaines librairies étaient réticentes à l'avoir même en stock.

Attallah a alors émis un communiqué de presse accusant les milieux du livre d'une « tactique non dite » pour limiter la circulation du livre auprès du public en raison d'une décision de « rejeter le Hamas dans la trappe des 'organisations terroristes' sans prendre sérieusement en considération ses aspects valables en tant que voix partie prenante au débat.»

Il a ajouté : «Quiconque espère la paix au Moyen Orient doit certainement admettre que le Hamas est complètement partie prenante de toute avancée vers un accord de paix. Aucun progrès ne peut être accompli sans son implication.»

Il est difficile d'identifier les motivations d'organisations pour leur inaction dans n'importe quelle controverse. Mais il me semble que dans ce cas, l'establishment littéraire britannique doit répondre. Je pense qu'il a développé un état d'esprit défavorable à la controverse. Le Hamas a été désigné comme une 'organisation terroriste.' A partir de là, rendre compte d'un livre sur une 'organisation terroriste' amènerait un critique littéraire à prêter le flanc à la critique.

En outre, cela pourrait provoquer les protestations d'une des nombreuses organisations qui soutiennent Israël. Il faudrait y répondre.

Des memos devraient être échangés et des lettres écrites.

Dans une époque de coupes dans le personnel et le budget, plus d'un chef de rubrique littéraire doit être tenté de décider que rendre compte d'un livre prêtant à controverse tel que 'Kill Khalid'.

Philip Knightley,

The First Post (UK)

21 juillet 2009

traduit de l'anglais par Djazaïri)

<http://mounadil.blogspot.com/> http://www.alterinfo.net/Tuez-Khaled-,-ou-la-pratique-de-la-censure-en-democratie-liberale_a34870.html

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 6e Congrès du Fatah

Le Fatah renouvelle ses instances.

Le Fatah a voté pour le rajeunissement de sa direction. Selon les premiers résultats (non encore officiels), la direction sortante a été largement battue par les représentants de la « jeune garde » qui obtiennent la majorité au Comité central du Fatah.

Les premiers résultats marquent un vote sans appel contre les dirigeants historiques du Fatah.

Au terme d'un congrès houleux, les quelque 2 300 délégués de Bethléem ont clairement voté pour le changement.

Seuls quatre des dix membres de la direction sortante qui se représentaient, dont Mahmoud Abbas, ont été élus. Ahmed Qorei, le chef des négociateurs palestiniens, considéré comme l'un des membres les plus influents du Fatah est battu.

La « jeune garde » emporte quatorze des dix-huit sièges en jeu.

Parmi les nouveaux dirigeants élus, on compte Marwan Barghouti, l'un des chefs militaires de la seconde Intifada, actuellement en prison en Israël. Saeb Erakat et Jibril Rajoub font également leur entrée au Comité central.

« Coup contre une direction qui a monopolisé le pouvoir pendant si longtemps sans même présenter un seul bilan » a commenté Rajoub.

Enfin, Mohammed Dahlan, l'ancien homme fort de la bande de Gaza, très contesté au sein du Fatah, fait son retour.

Il faut encore attendre les résultats du vote pour le Conseil révolutionnaire, la seconde instance dirigeante du Fatah pour confirmer le rajeunissement du parti de Yasser Arafat.

Karim Lebour

envoyé spécial

Article publié le 11/08/2009

http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83530.asp

1 Les nouveaux au Comité central et au Conseil révolutionnaire.

Un vote qui a donné lieu à des changements notables dans les noms, mais pas dans le fond.

Du sang nouveau pour relancer le parti

Les élections organisées à l'occasion du 6e Congrès du Fatah tenu une semaine durant à Bethléem ont donné lieu à un important renouvellement des instances du mouvement dirigé par le président palestinien Mahmoud Abbass. Selon les résultats préliminaires publiés mardi, Marwan Barghouti, secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie, emprisonné en Israël, a été élu pour la première fois au Comité central du parti, alors qu'Ahmad Qoreï, un ancien premier ministre, en a été évincé. Quinze des 18 postes au Comité central, l'une des deux instances dirigeantes du Fatah avec le Conseil révolutionnaire, sont revenus à de nouveaux élus. Deux autres dirigeants de la même génération que Marwan Barghouti, l'ex-chef de la Sécurité préventive en Cisjordanie, Jibril Rajoub, 56 ans, et l'ancien homme fort du Fatah à Gaza, Mohamad Dahlane, 48 ans, également chef de la Sécurité préventive dans cette région, ont été élus.

Le Comité central compte 21 membres, le Conseil révolutionnaire 120.

Dix-huit membres de la première instance et 80 de la seconde étaient soumis à l'élection, tandis que les autres seront désignés par la nouvelle direction.

Les nouveaux responsables du Fatah auront pour lourde tâche de relancer le parti historique palestinien affaibli par les luttes internes. Samedi, les délégués avaient réélu le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbass, à l'unanimité, à la tête du mouvement qu'il dirige depuis la mort, en 2004, de Yasser Arafat, fondateur du Fatah à la fin des années 1950. Or, M. Abbass a été réélu dans un vote à main levée, de sorte qu'il a été impossible de mesurer l'importance de son opposition interne. De plus, il est âgé de 74 ans et n'a pas de successeur désigné susceptible de régénérer le mouvement. Et malgré sa reconduite à la tête du parti, M. Abbass est toujours jugé faible par ses détracteurs.

Dans une telle ambiance, les membres du Fatah ont tenu à donner l'image d'unité qui leur manquait tant, et les efforts pour la réussite du Congrès ont été intenses. « Les débats du Congrès et les élections se sont déroulés dans un formidable climat démocratique. Le Congrès fut un succès au-delà de nos attentes », s'est félicité Nimer Hammad, un conseiller du président Mahmoud Abbass. « Je suis convaincu qu'il y aura des changements au sein de la direction et que le peuple palestinien ressentira ce changement dans un proche avenir », a-t-il ajouté. « Le Fatah aujourd'hui n'est plus fissuré et faible, mais fort et uni. Ceux qui se retrouvent dans une position difficile sont le Hamas d'un côté et Israël de l'autre », a-t-il ajouté.

Des déclarations qui restent à être prouvées et suivies par des changements réels. En effet, à l'heure actuelle, le Fatah cherche, avant tout, à se débarrasser d'une image de corruption et de clientélisme qui a entraîné un revers électoral au profit du Hamas en 2006 et une défaite militaire face au même mouvement islamiste l'année suivante à Gaza. Et insuffler du sang neuf au sein des organes du parti n'est peut-être pas suffisant. Les Palestiniens attendent plutôt du Fatah qu'il répare ses échecs, que ce soit face à Israël ou au Hamas. En effet, la division du mouvement national palestinien et la partition de fait des territoires qu'il revendique paralysent le processus de paix avec Israël que défend le Fatah et combat le Hamas.

Appels à une « paix juste »

Pour ce qui est de son programme politique adopté samedi, le Fatah a rappelé « son attachement à l'option d'une paix juste » avec Israël, tout en réitérant « le droit du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation, conformément à la loi internationale ». « Il n'y a aucun changement sur le fond. Nous avons adopté la voie des négociations pour atteindre nos objectifs, et répété que nous aurons recours à toutes les formes de lutte pour en finir avec l'occupation », a expliqué à l'AFP Hossam Khader, un délégué du Fatah. Evidemment, cette allusion à un recours à une lutte, si le processus de paix devait être enterré, doublée d'un refus de reconnaître Israël comme Etat juif, a suscité des critiques des responsables israéliens. « Le Congrès du Fatah est décevant et non prometteur, car au Proche-Orient, il n'y a pas d'autre

moyen que de s'asseoir pour conclure un accord sur un programme de paix », a dit le ministre de la Défense, Ehud Barak. Plus virulent encore, le chef de la diplomatie, Avigdor Lieberman, a considéré que cette plateforme politique avait « enterré toute chance de parvenir à une paix avec les Palestiniens dans les prochaines années ». Le parti confirme donc ses orientations traditionnelles. Le texte adopté samedi indique ainsi que « le Fatah reste fidèle aux martyrs et prisonniers, et exprime son attachement aux constantes du peuple palestinien, à savoir la libération de la terre et de Jérusalem, le démantèlement des colonies et le retour des réfugiés ». « Nous refusons

de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif afin de protéger les droits des réfugiés ainsi que ceux des Palestiniens de l'autre côté de la Ligne verte », entre Israël et la Cisjordanie, stipule ce texte en référence à près de 1,3 million de citoyens arabes d'Israël.

Or, à ce sujet, qu'il y ait rajeunissement ou non de la direction, le Fatah fera toujours face à l'obstination israélienne, pire encore au refus israélien de parvenir à la paix. Le parti se trouve donc face aux mêmes défis concernant le processus de paix. Et face aux mêmes aléas : faire davantage de concessions à Israël, au risque de ne rien obtenir, en fin de compte, et de perdre un peu plus de popularité au profit du Hamas.

Semaine du 12 au 18 Août 2009, numéro 779

Abir Taleb

<http://hebdo.ahram.org.eg/arab/ahram/2009/8/12/marab2.htm>

2 Coup de jeune sur le Fatah.

- Les instances dirigeantes du Fatah rajeunissent. A l'occasion du son premier Congrès en 20 ans, le parti fondé par Yasser Arafat a élu de nouvelles têtes, donnant priorité aux Palestiniens "de l'intérieur" sur ceux de l'exil et évinçant la "vieille garde" historique accrochée aux commandes.

Quatorze des 18 sièges (sur 23) du Comité central mis aux voix vont à des nouveaux, désormais majoritaires: seuls quatre membres de la direction sortante sont réélus.

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et chef du Fatah, qui préside également cet organe exécutif du parti, doit désigner les quatre autres. "Abou Mazen" a lui-même été reconduit sans hésiter à la tête du mouvement, juste par acclamation, personne ne s'étant présenté contre lui.

Après une semaine d'un Congrès marqué par les bisbilles, intrigues et claquements de porte caractéristiques du parti, les résultats définitifs du vote de quelque 2.300 délégués devaient être connus plus tard mardi, tout comme ceux du vote pour le Conseil révolutionnaire (80 sièges étaient en jeu sur les 120 que compte cette instance, chargée de fixer les orientations politiques aux côtés du comité central).

Parmi les principaux nouveaux élus, on trouve l'étoile montante du mouvement: Marwan Barghouti, 50 ans, l'ancien chef de file de l'Intifada en Cisjordanie et le plus populaire des responsables palestiniens, bien qu'emprisonné à perpétuité en Israël. Ou bien le modéré Saeb Erekat, négociateur vétéran de la partie palestinienne pour les pourparlers de paix avec les Israéliens. Ou encore Nasser al-Kidwa, représentant palestinien à l'ONU.

Mais aussi les deux hommes chargés de la sécurité des Territoires palestiniens du temps de la toute-puissance d'Arafat: Mohammed Dahlan, 47 ans, ancien homme fort de Gaza avant la prise du pouvoir par le Hamas, et Jibril Rajoub, 56 ans, rentré de Tunis dans les bagages du "Vieux" pour prendre la tête de la Sécurité préventive en Cisjordanie, qui mena à ce titre nombre d'opérations de répression contre le Mouvement de la résistance islamique.

Le scrutin, dont les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, marque donc la victoire de la jeune génération du Fatah. Celle qui n'a jamais quitté les territoires palestiniens, a fréquenté les prisons d'Israël et parle hébreu, sur la "vieille garde", la direction historique qui fonda le parti autour d'Arafat, ces "fedayine" vétérans vivant toujours en exil en Syrie, en Jordanie ou au Liban, et attachés au credo d'antan prônant la destruction d'Israël.

Pour Rajoub, ce premier Congrès en terre palestinienne occupée est donc "un coup contre une direction qui avait monopolisé le mouvement depuis longtemps sans même avoir présenté un bilan de son travail".

"Cette élection prépare un nouvel avenir pour le mouvement, une nouvelle ère démocratique", s'est réjoui Dahlan. Nasser al-Kidwa a jugé pour sa part que la nouvelle direction "réflète la véritable nature de l'organisation" et "la situation actuelle en son sein".

Ce coup de jeune intervient à un moment crucial, à quelques semaines de la présentation par le président américain Barack Obama de ses projets pour la paix dans la région.

En outre, le nouveau programme adopté par le Fatah reconnaît la nécessité de négocier pour aboutir à la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, tout en conditionnant les pourparlers au gel de la colonisation. Et, dernière concession à la "vieille garde", le Fatah se réserve le droit de reprendre les armes si les négociations échouent.

Le tout sonne donc comme une victoire pour le modéré Mahmoud Abbas, qui avait réclamé un rajeunissement des instances. "Abou Mazen", qu'Israël considère comme seul interlocuteur valable pour la paix, voit sa crédibilité et sa légitimité renforcés.

Reste l'épine du conflit interpalestinien. Alors que toutes les tentatives de réconciliation Hamas-Fatah menées depuis 2007 ont échoué, un dirigeant du mouvement islamiste a glissé une note d'optimisme lundi: en visite en Egypte, Mahmoud Zahar a dit "souhaiter une nouvelle direction au Fatah, pour que nous puissions poursuivre le dialogue".

En attendant de voir, la population, elle, est fatiguée. "Vieille garde ou nouvelle génération, ils sont tous pareils", soupire Abu Qusei Asaf, 35 ans, libraire à Béthléem. "Le combat, pour eux, ça ne rime à rien, juste des papiers sur la table. Ils se battent pour des sièges mais n'aident pas le peuple."

AP

http://fr.news.yahoo.com/3/20090811/twl-palestiniens-fatah-congres-synthese-1be00ca_3.html

3 Lieberman répond à Tibi.

« Notre principal problème n'est pas les Palestiniens mais Ahmed Tibi et ses acolytes. Ils sont plus dangereux que le Hamas et le Jihad islamique réunis », s'est prononcé mercredi le ministre des Affaires étrangères Avigdor Leberman, en référence au discours du député arabe lors de la conférence du Fatah à Béthléem.

« Nous, arabes citoyens d'Israël, sommes indissociables du peuple palestinien. Nous sommes les habitants d'origine, nous ne partirons jamais. Nous possédons les terres ici », s'est exprimé le député, qui a par ailleurs appelé les implantations à quitter les terres palestiniennes.

"Quiconque arrive le dernier devrait partir le premier", a ajouté Tibi. Le député arabe a annoncé que le fait de geler l'avancée des constructions dans les implantations n'était pas suffisant et qu'Israël devait « les démanteler ». « La paix ne pourra se faire avec les colonies ou les colons. Sortez de nos terres palestiniennes, sortez de chez nous, dégagez ! », s'est-il enflammé sous un tonnerre d'applaudissements.

« Je propose à Tibi que ce soit lui qui s'en aille », a répondu le ministre des Affaires de la diaspora Yuli Edelstein (Likoud).

« Ces gens qui discourent sur leur appartenance au peuple palestinien tout en siégeant à la Knesset et en profitant de tous les bénéfices de la démocratie israélienne me rendent malade et me fatiguent. »

« Quiconque écoute ces porpos réalise que le problème ne vient pas du président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas mais plutôt de Tibi, qui contredit complètement la déclaration d'indépendance ayant instauré l'Etat juif sur la terre d'Israël. Notre pays doit décider s'il souhaite se défendre ou courir à sa perte », a-t-il continué lors d'une visite à Ghajar, ville du Nord à cheval sur la frontière libanaise.

Récemment, Lieberman a été chargé par le premier ministre Binyamin Netanyahu de définir des règles de sécurité pour la ville, fréquemment déchirée entre Israël et le Liban.

Plus tôt dans la journée de mercredi, le député Ophir Akunis (Likoud) a demandé au président de la Knesset Reuven Rivlin de démettre Tibi de ses fonctions. Rivlin a répondu par la négative en arguant qu'il regrettait les déclarations du député, pouvant être interprétées comme des provocations, mais que son rôle n'était pas de censurer les membres de la Knesset.

La sixième conférence du Fatah s'est ouverte mardi. 2.000 délégués provenant de tout le monde arabe ainsi que des députés arabes l'ont suivie.

[JPOST.FR](http://jpost.com)

05.08.09

<http://fr.jpost.com:80/servlet/Satellite?cid=1249418529060&pagename=JFrench%2FJFArticle%2FShowFull>

4 Israël agite l'épouvantail du Fatah.

Le recentrage de la ligne politique du mouvement Fatah – dont les délégués au congrès élargi hier la nouvelle direction – autour de la « légitimité de la résistance » contre Israël a, comme il fallait s'y attendre, eu l'effet d'une bombe.

Cette allusion au recours éventuel à une lutte armée et le rejet catégorique de la notion « d'Etat juif » tel que réclamé par Netanyahu a fait monter les responsables de l'Etat hébreu sur leur grands chevaux.

La classe politique israélienne a réagi unanimement, hier, contre le « nouveau » programme adopté par les congressistes du Fatah, qu'elle assimile à une copie conforme de celui de son frère ennemi, le Hamas. A Tel-Aviv, le moral est désormais en berne. « Le congrès du Fatah est décevant et non prometteur car au Proche-Orient, il n'y a pas d'autre moyen que de s'asseoir pour conclure un accord sur un programme de paix », a dit le ministre de la Défense, Ehud Barak.

Pour le ministre de l'Environnement, Gilad Erdan, le programme montre « une absence de volonté de parvenir à un accord avec Israël ». Par ces déclarations volontairement pessimistes et faussement inquiètes, les responsables du cabinet du Premier ministre tentent de justifier par anticipation le gel des négociations de paix et le recours à la méthode forte des colonisations sauvages et des instructions en territoire palestinien. C'est une manière bien subtile de signifier à la communauté internationale, aux Etats-Unis surtout, que ce sont les Palestiniens qui freinent la cadence vers la paix. Pour ce faire, il brandissent cette fois l'épouvantail d'un Fatah soudainement devenu infréquentable pour avoir adopté, pour une fois, une stratégie réaliste face à un adversaire intransigeant. Longtemps désigné comme un partenaire crédible par Israël sans pour autant lui faire de « cadeau », le Fatah de Mahmoud Abbas a choisi cette fois la voie de la raison. Et cela ne plaît pas à Israël qui surfait allégrement sur l'extrémisme du Hamas pour justifier ses dépassements et reporter à plus tard les négociations. En face, le Fatah, qui a chèrement payé ses accointances infructueuses avec les travaillistes, la droite et maintenant l'extrême droite israélienne, ne veut plus servir de faire-valoir à une paix chimérique.

Realpolitik

En s'engageant à « libérer la Palestine » pour laquelle il a été créé, le Fatah fait d'une pierre deux coups. Il coupe d'abord l'herbe sous le pied du Hamas qui revendique le monopole de la « résistance » et entend reprendre son aura perdue de mouvement de libération. Ensuite, il signifie à l'Etat hébreu que le temps des louvoiements est révolu et que désormais, le Fatah ne signera plus de chèque en blanc à des gouvernements israéliens qui se suivent et se ressemblent dans la spoliation des droits nationaux des Palestiniens. La plateforme politique du mouvement, adoptée samedi, confirme ce changement de cap. Le Fatah rappelle ainsi « son attachement à l'option d'une paix juste, mais réitère le droit du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation,

conformément à la loi internationale ». Il indique aussi que « le Fatah reste fidèle aux martyrs et prisonniers, et exprime son attachement aux constantes du peuple palestinien, à savoir la libération de la terre et de Jérusalem, le démantèlement des colonies et le retour des réfugiés » palestiniens. « Nous refusons de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif afin de protéger les droits des réfugiés ainsi que ceux des Palestiniens de l'autre côté de la 'ligne verte' » entre Israël et la Cisjordanie, stipule ce texte en référence à près de 1,3 million de citoyens arabes d'Israël. Que le Hamas critique sévèrement les résolutions adoptées par le Fatah est un signe que ce dernier lui a peut-être ravi son fonds de commerce politique.

[Hassan Moali](#)

<http://www.elwatan.com/Israel-agite-l-epouvantail-du>

5 Fatah : Ahmed Koreï n'a pas confiance.

Le président Abbas a rejeté jeudi des propos de l'ancien Premier ministre Ahmed Koreï, qui avait estimé avoir perdu son siège au comité central du Fatah à l'issue d'un vote interne contestable.

Koreï (alias Abou Ala), qui a été durant des années l'un des principaux négociateurs du mouvement palestinien avec Israël, a porté cette accusation un jour après l'annonce des résultats définitifs du processus de renouvellement du comité central du Fatah, qui tenait à Bethléem son premier congrès depuis 20 ans.

Abbas : "Notre peuple et le monde ont pu voir le Fatah procéder à un processus électoral démocratique et transparent", "Quant à ceux qui ont manqué de chance dans cette élection, c'est la démocratie. Mais ils continueront de jouer un rôle dans le parti."

Ahmed Koreï avait auparavant déclaré à Reuters que la procédure électorale du Fatah n'avait, "dès le départ (...), pas respecté les critères minimum de la transparence".

Agé de 72 ans, Koreï faisait partie des dix membres de la "vieille garde" qui briguaient leur réélection au comité central, auquel il appartenait depuis des années. Il avait contribué à l'organisation de ce VIe congrès, dont il a présidé la séance d'ouverture le 4 août à Bethléem.

Seuls quatre "vétérans" ont retrouvé leur place parmi les 22 membres de l'exécutif, qui était censé comprendre 18 membres élus et quatre nommés.

Selon certains, le Fatah a contourné son règlement pour que Tayyeb Abdel-Rahim, autre vétéran et collaborateur d'Abbas, obtienne un siège au comité.

Il a été battu de deux voix, mais le Fatah a annoncé après un nouveau comptage qu'il arrivait à égalité avec le 18e de la liste des élus et qu'il occuperait donc son siège - en échange de quoi le nombre des membres nommés serait réduit à trois.

Abbas a déclaré qu'il n'y avait "aucun risque que le Fatah se divise, surtout pas à cause d'Abou Ala, (qui) ne songerait même pas à faire ça". Un peu plus tôt, Koreï avait dit : "La situation n'est pas simple (...) Il y a beaucoup de protestations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Mais je ne soulève pas de questions au sujet de ceux qui ont gagné."

Parmi les irrégularités qui auraient eu lieu, il a cité la présence de dix urnes au lieu d'une seule pour le comité central, un retard de 24 heures dans l'annonce des résultats, des inscriptions de la même main portées sur de nombreux bulletins, et la présence d'agents de sécurité armés alors que le dépouillement se poursuivait.

Ahmed Koreï a dit s'attendre à une contestation des résultats des opérations de vote concernant le Conseil révolutionnaire - parlement du mouvement nationaliste - qui devaient être annoncés vendredi. "Les résultats n'inspireront pas confiance", a-t-il dit.

Le congrès a élu mardi un comité central dont la composition a été largement rajeunie au détriment des anciens du mouvement, ouvrant les portes à la jeune garde sur laquelle il avait misé.

Il y a aussi de fortes chances pour que la nouvelle génération entre en force au "Parlement", qui compte 128 membres. Sept cents candidats, dont une cinquantaine de femmes, postulaient aux 80 sièges à pourvoir Mahmoud Abbas, soutenu par les pays occidentaux, a encouragé le Fatah à "prendre un nouveau départ" afin de reconquérir l'électorat palestinien et, à défaut de se réconcilier avec le Hamas qui contrôle la bande de Gaza, de récupérer sa suprématie politique perdue.

[Al-Oufok](#) avec les agences de presse

13 août 2009, par [La Rédaction](#)

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article793>

2-2 Marwan Barghouti : De l'homme d'action à l'action politique.

A 50 ans, Marwan Barghouti est une valeur montante de la résistance palestinienne. Prisonnier d'Israël depuis sept ans, il a été condamné cinq fois à la perpétuité pour son rôle de premier plan dans l'organisation et le commandement des Brigades de martyrs d'al-Aqsa, la branche armée du Fatah, qui avait lancé une campagne d'attentats-suicide contre Israël en 2000.

Avant cela, Barghouti avait aussi été de la première intifada, la révolte des pierres, dans la bande de Gaza en 1987. Il en garde une aura d'homme d'action. Ce qui manque justement cruellement à la vieille garde du Fatah critiquée pour son embourgeoisement si ce n'est pour sa corruption, à l'image d'un Ahmed Koreï, l'ancien Premier ministre exclu du comité central et qui paie autant pour sa mauvaise réputation que pour l'échec des négociations avec Israël.

Mais Barghouti a aussi des ambitions politiques. Après la signature des accords d'Oslo, il était rentré d'exil pour devenir le secrétaire général du Fatah pour la Cisjordanie. Aujourd'hui, même le frère ennemi du Fatah, le Hamas le verrait bien sortir de prison pour remplacer Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne. Les islamistes le jugent en effort honnête et cite même régulièrement son nom dans les échanges de prisonniers israéliens et palestiniens

http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83530.asp

2-3 « Le problème, c'est l'Iran et non les colons juifs »...

Les États-Unis ont demandé à Israël de s'engager à geler pendant un an toute activité de colonisation en Cisjordanie afin d'inciter les pays arabes à prendre des mesures en vue d'une normalisation de leurs relations avec l'État hébreu, a rapporté hier le quotidien Haaretz.

Le journal précise que cette proposition a été formulée par l'émissaire spécial de Barack Obama pour le Proche-Orient, George Mitchell, lors d'un entretien avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu la semaine dernière à Jérusalem.

Opposé à un arrêt pur et simple de la colonisation en Cisjordanie, comme le stipule la feuille de route pour la paix adoptée en 2003, Israël préférerait que le gel des activités soit limité à six mois plutôt qu'un an, ajoute Haaretz. Le ministre de la Défense, Ehud Barak, s'est refusé à tout commentaire sur cette information lors d'interviews accordées à deux radios israéliennes. Mais il a déclaré qu'une « tentative pour parvenir à des accords » avec Washington sur la question du gel des colonies était menée en parallèle à des efforts pour persuader les pays arabes de consentir à des gestes d'ouverture envers Israël. « Tout cela s'inscrit dans le cadre d'un large plan pour un accord régional complet qui prend apparemment forme à l'initiative du président Obama avec les Palestiniens pour objectif principal », a-t-il déclaré, précisant que la « porte restait ouverte » à la Syrie et au Liban.

Cependant, un porte-parole de la présidence du Conseil, interrogé par l'AFP, a affirmé qu'il n'était « pas au courant des informations » publiées par le Haaretz et qu'il s'agit de « pures spéculations médiatiques qui font malheureusement surface trop souvent ».

Les négociations vont se poursuivre dans les prochaines semaines, notamment lors d'une rencontre prévue entre MM. Netanyahu et Mitchell le 26 août à Londres, à l'occasion d'une visite du Premier ministre dans la capitale britannique, a poursuivi le journal. George Mitchell et Benjamin Netanyahu avaient fait état la semaine dernière de progrès dans leurs discussions, mais aucun n'a clairement évoqué la question des colonies dans ses commentaires. Ce dossier a provoqué les plus vives tensions depuis dix ans dans les relations américano-israéliennes.

De son côté, le président Abbas a déclaré qu'il refusait de reprendre des négociations avec Israël, suspendues depuis l'intervention israélienne à Gaza en décembre, tant que la colonisation n'aura pas cessé.

Ehud Barak, qui a également rencontré l'émissaire américain la semaine dernière, a déclaré mardi dernier que les États-Unis dévoileraient « dans les semaines à venir » un plan de paix pour le Proche-Orient. Il a invité son pays à l'accepter. Le dirigeant travailliste a évoqué la possibilité d'un accord en vertu duquel Israël devrait geler sa politique de colonisation, mais serait autorisé à achever les projets en cours en échange de gestes de paix des États arabes.

Par ailleurs, Eric Cantor, numéro deux du Parti républicain à la Chambre des représentants américains, a appelé hier, à Jérusalem, la communauté internationale à stopper ses pressions sur Israël à propos de la colonisation et à faire face aux menaces du nucléaire iranien.

« J'ignore pourquoi l'attention se focalise sur la question des colonies (...) Je crois qu'il faudrait surtout se préoccuper de la menace existentielle que l'Iran ferait peser sur Israël s'il était doté de l'arme nucléaire », a estimé M. Cantor à la radio publique israélienne.

Selon lui, ce sont les Palestiniens - et non les colonies - qui font obstacle à la reprise du processus de paix au Proche-Orient, parce qu'ils refusent de reconnaître le caractère juif de l'État d'Israël.

http://www.lorientlejour.com/article/627289/Washington_ngocierait_un_gel_dun_an_de_la_colonisation.html

2-4 Une étude dévoile la situation précaire des Palestiniens en dehors des camps.

Entre février et juin 2009, les ONG Première urgence et le Conseil norvégien pour les réfugiés ont mené une étude sur les conditions de vie des Palestiniens qui vivent dans les groupements en dehors des douze camps officiels. Les résultats de cette étude, financée par le département d'aide de la Commission européenne (Echo), ont été présentés hier au cours d'une conférence de presse qui s'est tenue au siège de l'ordre de la presse.

« Près de 40 000 Palestiniens, soit 18 % de l'ensemble des réfugiés palestiniens au Liban, vivent dans 42 groupements situés en dehors des camps, constate Julien Mulliez, chef de mission à Première urgence. Bien que la majorité d'entre eux soient inscrits sur les registres de l'Unrwa, ils ne reçoivent pas les aides nécessaires pour améliorer l'infrastructure de leurs habitations et avoir un accès sûr et adéquat à l'eau et aux installations sanitaires. »

L'étude, qui a insisté sur les problèmes rencontrés par ces groupements au niveau des logements, de l'eau et des installations sanitaires, a montré que 897 habitations ont besoin d'être réhabilitées de façon urgente afin que les résidents puissent vivre dans des conditions saines et hygiéniques.

« La majorité de ces maisons ont des problèmes structurels chroniques et des problèmes de santé publique, souligne pour sa part Graziella Ito-Pellegrini, conseillère technique auprès du Conseil norvégien pour les réfugiés. Cela signifie que plusieurs familles ont des problèmes de fuites d'eau en hiver et de chaleur insoutenable en été.

De plus, plusieurs maisons risquent de s'écrouler et les familles sont obligées de vivre sans avoir un accès à l'eau courante ou à une cuisine décente. »

« Cette année, nous allons commencer par la réhabilitation de 165 maisons », poursuit Mme Ito-Pellegrini, expliquant que les installations des égouts sanitaires sont dans un état précaire. « Les conditions sanitaires sont très mauvaises et cela peut aboutir à une contamination bactériologique de l'eau potable et à la propagation des maladies. »

Les conférenciers ont enfin souligné l'importance d'une sensibilisation pour améliorer la situation dans les groupements palestiniens. Ils ont en outre prôné des sessions sur l'hygiène et l'eau qui seraient organisées à l'intention des techniciens responsables du traitement de l'eau dans ces groupements. 7 août 2009
http://www.lorientlejour.com/article/627344/Une_tude_dvoile_la_situation_precaire_des_Palestiniens_en_dehors_des_camps.html

2-5 Chérif Boudelal : Trafic d'organes et blanchiment d'argent dans le collimateur du FBI.

Le sionisme dans le collimateur du FBI et ses membres filmés menottes aux poignées, poursuivis pour trafic d'organes et blanchiment d'argent (entre autres) dont Israël serait le bénéficiaire et le maître d'œuvre L'affaire Madoff ne serait-elle pas liée à ce réseau mafieux sioniste ? Et si c'était le cas, la crise financière internationale ne serait-elle pas la conséquence d'un réseau mondial lié au lobby sioniste dont le but est de financer Israël ?

Enfin, les méfaits du sionisme commencent à remonter sur la surface ! Un réseau de trafiquants d'organes humains et de blanchiment d'argent sale (entre autres) a été démantelé par le FBI. Pas moins de 44 membres de ce réseau ont été arrêtés. Ce réseau est dirigé par un rabbin et agit au nom d'une ONG « humanitaire » ! Il comprend 3 maires, 2 parlementaires, 5 rabbins, une dizaine de personnalités politiques et des dirigeants d'entreprises ou d'organisations « humanitaires », etc.

Après le blanchiment d'argent, les fonds vont dans les caisses d'Israël, « tout propre ! » via le lobby sioniste New Yorkais. Ceci pourrait signifier que l'AIPAC, connu pour s'identifier à Israël, est la cheville ouvrière de ce trafic. Probablement dans quelques temps nous apprendrons que d'autres réseaux du même lobby ont été identifiés, aux USA ou dans d'autres pays, et que certains membres de ces réseaux se sont réfugiés en Israël pour échapper à la condamnation – sachant qu'Israël et le refuge de tous les assassins et escrocs de religion juive qui y demande asile.

Chérif BOUDELAL

Pour lire les articles ci-dessous ou dans les pièces jointes comportant les noms et CV de ces escrocs (en français et anglais), et voir les photos, cliquer sur les liens suivants :

[UQAM | Entrevues | Dans les coulisses du trafic d'organes](#)

<http://newsdaily.com/stories/tre56m3qu-us-corruption-newjersey/>

[USA : Vaste opération contre le blanchiment](#)

[Ces personnalités politiques](#)

[44 Charged by U.S. in New Jersey Corruption Sweep « Suzie-Q](#)

[Bernard Madoff, ancien patron du Nasdaq, accusé d'une gigantesque ...](#)

Chérif BOUDELAL

24 juillet 2009

2-6 E.B. Solomont : Blanchiment d'argent et trafic d'organes.

Un retentissant scandale de corruption entre New-York et Israël. Cinq rabbins, trois maires de l'Etat du New-Jersey et deux députés ont été arrêtés jeudi par le FBI, après deux ans d'enquête à tiroirs.

Les charges sont graves : pots-de-vin, extorsion de fonds, blanchiment d'argent et même trafic d'organes.

Les rabbins de Brooklyn et du New-Jersey sont accusés d'avoir blanchi 10 millions de dollars à travers des organisations caritatives aux Etats-Unis et en Israël.

Il s'agit de Saul Kassin, 87 ans, de la synagogue Shaarei Zion à Brooklyn; Eliahu Ben-Haim, 58 ans, rabbin de la Congrégation Ohel Yaacob à Deal dans le New-Jersey; Mordechai Fish, 56 ans, de la Congrégation Sheves Achim à Brooklyn et Lavel Schwartz, 57 ans.

Un autre suspect, Levy-Izhak Rosenbaum, 58 ans, est accusé de trafic de reins, récupérés de donneurs israéliens. Il les aurait obtenus pour 10 000 dollars avant de les revendre 160 000 dollars.

Le FBI a mis les moyens pour ce gigantesque coup de filet : plus de 300 agents ont été mobilisés pour arrêter les 44 suspects, jeudi dans la matinée. A la main, un mandat d'arrêt qui, au départ, ne concernait que des fraudes bancaires à l'intérieur de la communauté juive syrienne installée à Deal dans le New-Jersey.

Mais l'enquête s'est vite emballée, avec de multiples ramifications politiques. Les médias américains se sont emparés de l'affaire.

Le porte-parole de la police israélienne, Micky Rosenfeld, a indiqué avoir entendu parler de l'affaire mais dément connaître toute information concernant les reins vendus par des donneurs israéliens.

[E.B. SOLOMONT](#)

24.07.09

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Hassan Moali : Mahmoud Abbas devant le congrès du Fatah.

Dans son discours devant le congrès du Fatah Mahmoud Abbas menace de reprendre les armes C'est à un recentrage stratégique de la ligne politique du mouvement Fatah auquel a appelé hier le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, dans un son discours-fleuve de deux heures devant les congressistes. Autocritique d'abord de son propre mouvement, battu à plate couture par son rival Hamas à cause de son « éloignement » de la rue palestinienne.

Critiques acerbes ensuite contre les autorités israéliennes qui mènent une politique de « purification ethnique », notamment son Premier ministre, Netanyahu, coupable d'« anéantir » les chances du processus de paix. Enfin, flèches contre les « putschistes » du Hamas qui « entravent » le dialogue interpalestinien. Mais Mahmoud Abbas a surtout posé les jalons du renouveau du Fatah qui passe, d'après lui, par la réappropriation de la « résistance populaire ». En effet, le président Mahmoud Abbas a reconnu hier les errements politiques de son parti devant le congrès, réuni pour la première fois depuis vingt ans. Le Fatah a, d'après lui, commis des « erreurs », qui se sont soldées par sa déroute face au Hamas, et ce qui l'a exhorté à « en tirer la leçon » pour se relancer.

« En raison du blocage du processus de paix, mais aussi à cause de nos erreurs, certains de nos comportements rejetés par le public, notre faible performance, notre éloignement d'avec le pouls de la rue et notre manque de discipline, nous avons perdu les élections législatives (en 2006) et ensuite, nous avons perdu Ghaza », a déclaré M. Abbas devant les délégués du parti à Bethléem, en Cisjordanie. Le Fatah, qui exerçait jusqu'alors un contrôle sans partage sur l'Autorité palestinienne, avait été battu aux élections par le Hamas, avant d'être violemment délogé par le mouvement islamiste, 18 mois plus tard, par la force de la bande de Ghaza. « Ce congrès doit constituer une plateforme pour un nouveau départ, consolidant notre lutte pour atteindre nos principaux objectifs : la libération et l'indépendance », a affirmé M. Abbas, qui dirige le Fatah depuis le décès, en 2004, de son dirigeant historique Yasser Arafat. « Nous devons tirer la leçon de nos erreurs et chercher en permanence à nous remettre en question et à rectifier notre façon d'agir », a-t-il ajouté. « Notre principale tâche en tant que membres du Fatah est de redonner au mouvement (...) son rang, son rayonnement et son âme pour qu'il continue d'assumer son rôle historique qui est de conduire notre peuple vers la liberté et l'indépendance », a-t-il souligné. Il s'agit du premier congrès général du mouvement depuis 1989 et seulement du sixième depuis sa création, à la fin des années 1950.

Une « déclaration de guerre », selon Tel-Aviv

Dans le projet du programme politique soumis au congrès, le Fatah souligne la volonté des Palestiniens de « reprendre l'initiative afin de sortir les négociations de paix de l'impasse », tout en réitérant le « droit du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation conformément à la loi internationale, y compris la lutte armée ». « Tout en réitérant notre attachement à l'option de la paix et aux négociations, nous nous réservons le droit de recourir à la résistance légitime, garantie par le droit international », a dit M. Abbas dans son discours de plus de deux heures, louant plus particulièrement « la résistance populaire » pacifique. M. Abbas s'en est en outre pris au Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, l'accusant d'anéantir les chances d'une reprise des négociations de paix en refusant le gel de la colonisation et en excluant une restitution aux Palestiniens de la partie arabe de Jérusalem ou de la vallée du Jourdain. Il a aussi accusé le gouvernement israélien de se livrer à une campagne de « purification ethnique » à Jérusalem-Est, en détruisant des maisons arabes et en installant des colons dans des quartiers palestiniens.

Le ministre israélien de l'Information, Youli Edelstein, a qualifié le congrès de « déclaration de guerre » contre Israël, dans des propos rapportés par le site d'information YNet. « Ils disent explicitement qu'ils soutiennent la poursuite de la lutte armée », a-t-il dit. M. Abbas a en outre violemment critiqué les « putschistes » du Hamas, dénonçant notamment la « répression » qu'ils exercent à l'encontre du Fatah à Ghaza et les accusant d'entraver le dialogue avec son parti en vue d'une réconciliation. « C'est un discours rempli de fanfaronnades et d'affabulations contre le Hamas », a répliqué le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri. Cela donne la mesure du fossé qui sépare les frères ennemis palestiniens. Cela constitue aussi du pain béni pour Israël, qui peut se permettre de remettre à plus tard ses engagements, le temps que Ghaza se rattache, un jour peut-être, à la Cisjordanie.

« Nous ne sommes pas des terroristes »

Le président palestinien, Mahmoud Abbas, a rejeté hier toute notion qualifiant de terrorisme la résistance légitime des Palestiniens contre l'occupant israélien. « Nous ne sommes pas des terroristes et nous rejetons toute description de notre lutte légitime comme du terrorisme », a déclaré M. Abbas devant plus de 2200 délégués du mouvement palestinien, Fatah, réunis en congrès en territoire palestinien. « C'est notre position ferme et permanente », a réitéré M. Abbas, en réaffirmant le droit des Palestiniens à résister aux forces d'occupation israélienne. « La tenue même de ce congrès est un miracle, et sa tenue dans notre patrie est un autre miracle », a également déclaré le dirigeant palestinien dans un discours d'ouverture de la réunion. Au cours de ce congrès de trois jours, quelque 1900 délégués doivent renouveler le comité central et le conseil révolutionnaire, principales instances du Fatah, parti présidentiel, et adopter un nouveau programme politique. Regrettant l'impasse actuelle des négociations de paix avec les Israéliens, Mahmoud Abbas a réaffirmé son attachement au processus de paix.

« C'est le droit des gens de dire que ces négociations sont vaines », a-t-il déclaré. « Pour autant, il y a une lueur d'espoir et nous devons poursuivre dans cette voie, pour l'intérêt du peuple », a-t-il conclu. Un plan de paix US prochainement sur la table | Un nouveau plan de paix pour le Proche-Orient sera dévoilé prochainement par les Etats-Unis, et le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, a invité Israël à l'accepter, ont rapporté hier des sources médiatiques. Le ministre israélien a indiqué devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset (Parlement) que « dans les semaines à venir, le plan (américain) sera formulé et présenté aux parties (intéressées) », précisent les mêmes sources. « Je crois qu'Israël devrait prendre l'initiative en acceptant ce plan », a ajouté le ministre, cité par un porte-parole du Parlement. Selon des médias israéliens, l'Administration américaine va apporter de nouvelles propositions qui seront dévoilées prochainement afin de donner un nouveau souffle au processus de paix amorcé lors de la conférence internationale d'Annapolis (Etats-Unis) en novembre 2007. Le porte-parole du département d'Etat américain, P.J. Crowley, a répondu lundi à Washington à une question de savoir si l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, allait annoncer un plan de paix américain précisant que « c'est une question de semaines ».]

[Hassan Moali](#)

El Watan (Algérie)

Mercredi 5 août 2009

<http://www.elwatan.com/Mahmoud-Abbas-menace-de-reprendre>

3-2 Monique Mas : Un congrès du changement pour la continuité du Fatah.

Pour le parti de Yasser Arafat, lui-même disparu en 2004, il y avait urgence à renouveler des instances dirigeantes gangrenées par l'embourgeoisement sinon la corruption, mais aussi par la fin biologique des pères fondateurs.

Avec 18 sièges remis en jeu, sur les 23 que compte son comité central, c'est très largement une génération qui a passé la main à une « jeune garde » quand même quinquagénaire. Au passage, le Fatah se donne comme figure de proue le prisonnier d'Israël, Marwan Barghouti.

Il promet de garder le cap de la résistance palestinienne avec la réélection de Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, mais ne règle pas la question de la sécession du Hamas islamique.

Cinquante ans après sa fondation, il était temps pour le Fatah de mettre de l'huile dans les rouages de son appareil politique. Celui-ci avait en effet reçu pour mission première d'encadrer une lutte armée désormais tombée en désuétude, la révolte des pierres de l'intifada et les attentats kamikazes prenant le relais. Ce n'est d'ailleurs pas pour relancer la résistance palestinienne sur ce terrain-là que Mahmoud Abbas a voulu le congrès de Bethléem. Mais comme il a voulu le proclamer, la lutte armée reste inscrite comme un droit de « légitime défense » dans la charte du Fatah qu'il n'était pas question de toucher pour capitaliser sur la mémoire de son combat historique.

[Remettre le Fatah en ordre de bataille](#)

Avec toute la symbolique guerrière qui lui est attachée, c'est quand même largement l'espoir d'une victoire de haute lutte qui a fait la bonne fortune du Fatah dans le cœur des Palestiniens. Pendant des décennies, le mouvement a pu ainsi s'imposer comme le fer de lance de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et plus largement comme le héraut du combat des Palestiniens face à Israël. Et cela jusqu'à ce que la concurrence islamiste du Hamas lui arrache la bande de Gaza et lui impose en quelque sorte de s'adapter ou de risquer de mourir.

Pour le Fatah, le recours à la force demeure donc une option sur le papier, mais dans l'esprit de Mahmoud Abbas, il n'est nullement à l'ordre du jour. C'est en effet en interlocuteur principal d'Israël que Mahmoud Abbas a voulu être légitimé à Bethléem. Il fallait pour cela contourner l'obstacle de la sécession du Hamas qui ruine quand même largement l'Autorité palestinienne dont il revendique la présidence. Nulle surprise donc à ce que dans les rangs du congrès du Fatah, la question du Hamas suscite davantage d'effets de manche pour déplorer la division que de véritables résolutions en faveur d'une réconciliation.

De son côté le Hamas a saisi l'occasion du congrès de Bethléem pour faire acte d'autorité à Gaza, contraignant plusieurs centaines de militants du Fatah à suivre l'évènement depuis la petite lucarne télévisée. Un pied de nez à Mahmoud Abbas dont il n'a échappé à personne que l'un des principaux enjeux de Bethléem était de remettre le Fatah en ordre de bataille. Et cela justement dans l'espoir de vaincre le Hamas aux élections législatives et présidentielle qu'il appelle de ses vœux en janvier prochain.

[Nouveaux entrants mais militants de longue date](#)

Le comité central est désormais composé pour deux-tiers de nouveaux entrants, des quinquagénaires qui ont déjà en fait une assez longue carrière au Fatah derrière eux. C'est le cas en particulier de Marwan Barghouti, nouvelle figure de proue mais militant de longue date qui s'était déjà fait connaître pour son rôle dans la première intifada, à la fin des années quatre-vingt. En prison en Israël depuis 2002, il a été élu derrière les barreaux où il brigue aussi la succession de Mahmoud Abbas après avoir été pressenti comme dauphin de Yasser Arafat. Sans surprise, l'élection de Barghouti dans l'instance suprême du Fatah donne déjà du grain à moudre au gouvernement israélien. Membre du Likoud de Netanyahou, la ministre de la Culture et des Sports, Limor Livnat, juge qu'Israël ne doit surtout pas se risquer à « libérer un tueur » tandis que le ministre du Commerce et de l'Industrie, Binyamin Ben Eliezer, estime au contraire en effet qu'il faut laisser Barghouti sortir de prison « immédiatement et s'asseoir avec lui parce que personne d'autre que lui n'est capable de prendre des décisions difficiles ». Mahmoud Abbas appréciera.

Si Marwan Barghouti fait l'unanimité jusque dans les rangs du Hamas où il est considéré comme honnête et efficace, plusieurs bêtes noires du mouvement islamiste font leur entrée au comité central du Fatah, avec l'appui du président de l'Autorité palestinienne. C'est le cas en particulier d'anciens chefs de la sécurité ou des renseignements - pour ne pas dire des exécuteurs des basses œuvres du parti - comme Mohamed Dahlan qui avait conduit en 1996 une féroce répression à Gaza avant d'en être chassé par le Hamas, en juin 2007.

Un esprit de parti unique

Djibril Radjoub aussi, chargé de la sécurité en Cisjordanie sous Arafat et de retour en grâce avec Abbas, à l'instar de Taoufik al Tiraoui, l'homme des Renseignements en Cisjordanie jusqu'à la fin 2008. Parmi les derniers compagnons de route de Yasser Arafat, le septuagénaire Abou Maher Ghneïm reste en place tandis que font leur entrée un neveu du père fondateur, Nasser al Kidoua, ancien représentant de l'OLP aux Nations unies et ancien ministre des Affaires étrangères, ou bien encore des personnalités qui ont su se rendre incontournables comme Saëb Erekat, ancien confident d'Arafat, proche de Mahmoud Abbas et surtout en charge des négociations qui se poursuivent tant bien que mal avec Israël depuis la conférence internationale d'Annapolis aux Etats-Unis en novembre 2007.

A Bethléem, le Fatah a voulu s'afficher démocratique. Il n'en reste pas moins fortement imprégné d'un esprit de parti unique. En témoigne le vote à mains levées qui a consacré à Bethléem la réélection de son numéro un, Mahmoud Abbas. De leur côté, les délégués de la seconde génération qui demandaient des comptes aux anciens ont dû se contenter des allusions aux « erreurs du passé » rapidement balayées dans son discours d'ouverture par le président de l'Autorité palestinienne. Quant à Ahmed Qoreï, l'ancien négociateur des Accords d'Oslo, il a refusé de battre en retraite après quarante ans d'une carrière un peu trop juteuse pour être honnête selon les électeurs du Fatah qui lui ont refusé leur vote. L'ancien Premier ministre d'Arafat, Ahmed Qoreï a décidé de contester le décompte qui l'évince du comité central.

Après presque deux décennies sans congrès sous la férule de fer de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas avait besoin d'un Fatah à ses marques. D'une époque l'autre, sa priorité c'est la continuité politique, avec pour objectif de ramener l'électorat palestinien dans le giron historique du Fatah.

Monique Mas

12/08/2009

http://www.rfi.fr/actufr/articles/116/article_83587.asp

3-3 Le Fatah rajeunit ses cadres et renforce la main d'Abbas.

Les instances dirigeantes du Fatah rajeunissent.

L'occasion du son premier Congrès en 20 ans, le parti fondé par Yasser Arafat a élu de nouvelles têtes, donnant priorité aux Palestiniens "de l'intérieur" sur ceux de l'exil et évinçant la "vieille garde" historique accrochée aux commandes.

Quatorze des 18 sièges (sur 23) du Comité central mis aux voix vont à des nouveaux, désormais majoritaires : seuls quatre membres de la direction sortante sont réélus.

Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne et chef du Fatah, qui préside également cet organe exécutif du parti, doit désigner les quatre autres. "Abou Mazen" a lui-même été reconduit sans hésiter à la tête du mouvement, juste par acclamation, personne ne s'étant présenté contre lui.

Après une semaine d'un Congrès marqué par les bisbilles, intrigues et claquemets de porte caractéristiques du parti, les résultats définitifs du vote de quelque 2.300 délégués devaient être connus plus tard mardi, tout comme ceux du vote pour le Conseil révolutionnaire (80 sièges étaient en jeu sur les 120 que compte cette instance, chargée de fixer les orientations politiques aux côtés du comité central).

Parmi les principaux nouveaux élus, on trouve l'étoile montante du mouvement : Marwan Barghouti, 50 ans, l'ancien chef de file de l'Intifada en Cisjordanie et le plus populaire des responsables palestiniens, bien qu'emprisonné à perpétuité en Israël.

Ou bien le modéré Saeb Erekat, négociateur vétéran de la partie palestinienne pour les pourparlers de paix avec les Israéliens.

Ou encore Nasser al-Kidwa, représentant palestinien à l'ONU.

Mais aussi les deux hommes chargés de la sécurité des Territoires palestiniens du temps de la toute-puissance d'Arafat : Mohammed Dahlan, 47 ans, ancien homme fort de Gaza avant la prise du pouvoir par le Hamas, et Jibril Rajoub, 56 ans, rentré de Tunis dans les bagages du "Vieux" pour prendre la tête de la Sécurité préventive en Cisjordanie, qui mena à ce titre nombre d'opérations de répression contre le Mouvement de la résistance islamique.

Le scrutin, dont les résultats définitifs n'étaient pas encore connus, marque donc la victoire de la jeune génération du Fatah. Celle qui n'a jamais quitté les territoires palestiniens, a fréquenté les prisons d'Israël et parle hébreu, sur la "vieille garde", la direction historique qui fonda le parti autour d'Arafat, ces "fedayine" vétérans vivant toujours en exil en Syrie, en Jordanie ou au Liban, et attachés au credo d'antan prônant la destruction d'Israël. Pour Rajoub, ce premier Congrès en terre palestinienne occupée est donc "un coup contre une direction qui avait monopolisé le mouvement depuis longtemps sans même avoir présenté un bilan de son travail".

"Cette élection prépare un nouvel avenir pour le mouvement, une nouvelle ère démocratique", s'est réjoui Dahlan. Nasser al-Kidwa a jugé pour sa part que la nouvelle direction "réflète la véritable nature de l'organisation" et "la situation actuelle en son sein".

Ce coup de jeune intervient à un moment crucial, à quelques semaines de la présentation par le président

américain Barack Obama de ses projets pour la paix dans la région.

En outre, le nouveau programme adopté par le Fatah reconnaît la nécessité de négocier pour aboutir à la création d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël, tout en conditionnant les pourparlers au gel de la colonisation. Et, dernière concession à la "vieille garde", le Fatah se réserve le droit de reprendre les armes si les négociations échouent. Le tout sonne donc comme une victoire pour le modéré Mahmoud Abbas, qui avait réclamé un rajeunissement des instances. "Abou Mazen", qu'Israël considère comme seul interlocuteur valable pour la paix, voit sa crédibilité et sa légitimité renforcés.

Reste l'épine du conflit interpalestinien. Alors que toutes les tentatives de réconciliation Hamas-Fatah menées depuis 2007 ont échoué, un dirigeant du mouvement islamiste a glissé une note d'optimisme lundi : en visite en Egypte, Mahmoud Zahar a dit "souhaiter une nouvelle direction au Fatah, pour que nous puissions poursuivre le dialogue".

En attendant de voir, la population, elle, est fatiguée. "Vieille garde ou nouvelle génération, ils sont tous pareils", soupire Abu Qusei Asaf, 35 ans, libraire à Béthléem. "Le combat, pour eux, ça ne rime à rien, juste des papiers sur la table. Ils se battent pour des sièges mais n'aident pas le peuple."

Quelques personnalités élues au Comité central du Fatah

Voici certaines des principales personnalités élues au Comité central du Fatah, l'organe exécutif du parti fondé par Yasser Arafat :

. Marwan Barghouti, 50 ans. Charismatique chef de file de la dernière Intifada alors qu'il était le patron cisjordanien du Fatah, il est l'un des responsables politiques les plus importants des Territoires palestiniens, et le plus populaire. Considéré comme un pragmatique et favorable à un accord de paix avec Israël, il est actuellement dans une prison israélienne, condamné à cinq fois la perpétuité pour son rôle dans plusieurs attentats meurtriers, il est considéré comme un dauphin potentiel de Mahmoud Abbas à la présidence palestinienne. Reste la question de sa libération, qui pourrait intervenir dans le cadre d'un échange de prisonniers ou d'un geste de bonne volonté de la part d'Israël.

. Jibril Rajoub, 56 ans. Entré au Fatah en 1969, à l'âge de 16 ans, il a été emprisonné par Israël à plusieurs reprises avant de partir en exil en Tunisie en 1988, où il devient proche conseiller d'Arafat. Après le retour d'exil de ce dernier en 1994, Rajoub est nommé à la tête de la Sécurité préventive en Cisjordanie. Rajoub, qui parle couramment hébreu et dont les hommes ont souvent mené des opérations de répression contre les militants du Hamas, est actuellement à la tête de la fédération palestinienne de football.

. Mohammed Dahlan, 47 ans. Etait auparavant le chef de la sécurité dans la Bande de Gaza, homme fort de son territoire natal avant la prise du pouvoir par le Hamas. Il bénéficiait du soutien occidental, mais est une figure très controversée, et contesté au sein du Fatah. On lui a largement reproché la rapide débandade des forces du parti face à celles du Mouvement de la résistance islamique qui se sont emparées de la Bande côtière en 2007.

. Saeb Erekat, 54 ans. Il est l'un des porte-parole et négociateurs de paix palestiniens les plus expérimentés. Cet homme courtois et policé, diplômé de plusieurs universités américaines et britanniques, vit à Jéricho (Cisjordanie). Il a été de toutes les séances de pourparlers du processus israélo-palestiniens.

. Salim Zanoun, 78 ans. Membre de la génération des fondateurs du Fatah, aux côtés d'Arafat et Abbas. Exilé en Jordanie, il est l'incarnation même de la "vieille garde" qui a perdu du terrain lors de ce Congrès.

. Azzam el-Ahmed, 62 ans. Patron du groupe Fatah au parlement palestinien. Ancien ambassadeur de l'OLP en Irak, il est connu pour ses prises de position très dures envers le Hamas, et a joué un rôle

11 août 2009
<http://www.aloufok.net/spip.php?article787>

3-4 Hassan Moali : Israël agite l'épouvantail du Fatah.

Le recentrage de la ligne politique du mouvement Fatah – dont les délégués au congrès élaient hier la nouvelle direction – autour de la « légitimité de la résistance » contre Israël a, comme il fallait s'y attendre, eu l'effet d'une bombe.

Cette allusion au recours éventuel à une lutte armée et le rejet catégorique de la notion « d'Etat juif » tel que réclamé par Netanyahu a fait monter les responsables de l'Etat hébreu sur leur grands chevaux.

La classe politique israélienne a réagi unanimement, hier, contre le « nouveau » programme adopté par les congressistes du Fatah, qu'elle assimile à une copie conforme de celui de son frère ennemi, le Hamas. A Tel-Aviv, le moral est désormais en berne. « Le congrès du Fatah est décevant et non prometteur car au Proche-Orient, il n'y a pas d'autre moyen que de s'asseoir pour conclure un accord sur un programme de paix », a dit le ministre de la Défense, Ehud Barak.

Pour le ministre de l'Environnement, Gilad Erdan, le programme montre « une absence de volonté de parvenir à un accord avec Israël ». Par ces déclarations volontairement pessimistes et faussement inquiètes, les responsables du cabinet du Premier ministre tentent de justifier par anticipation le gel des négociations de paix et le recours à la méthode forte des colonisations sauvages et des instructions en territoire palestinien. C'est une manière bien subtile de signifier à la communauté internationale, aux Etats-Unis surtout, que ce sont les Palestiniens qui freinent la cadence vers la paix. Pour ce faire, il brandissent cette fois l'épouvantail d'un Fatah soudainement devenu infréquentable pour avoir adopté, pour une fois, une stratégie réaliste face à un adversaire intrinsèque. Longtemps désigné comme un partenaire crédible par Israël sans pour autant lui faire de « cadeau », le Fatah de Mahmoud Abbas a choisi cette fois la voie de la raison. Et cela ne plaît pas à Israël qui surfait allégrement sur l'extrémisme du Hamas pour justifier ses dépassements et reporter à plus tard les négociations. En face, le Fatah, qui a chèrement payé ses accointances infructueuses avec les travaillistes, la

droite et maintenant l'extrême droite israélienne, ne veut plus servir de faire-valoir à une paix chimérique.

Realpolitik

En s'engageant à « libérer la Palestine » pour laquelle il a été créé, le Fatah fait d'une pierre deux coups. Il coupe d'abord l'herbe sous le pied du Hamas qui revendique le monopole de la « résistance » et entend reprendre son aura perdue de mouvement de libération.

Ensuite, il signifie à l'Etat hébreu que le temps des louvoisements est révolu et que désormais, le Fatah ne signera plus de chèques en blanc à des gouvernements israéliens qui se suivent et se ressemblent dans la spoliation des droits nationaux des Palestiniens. La plateforme politique du mouvement, adoptée samedi, confirme ce changement de cap. Le Fatah rappelle ainsi « son attachement à l'option d'une paix juste, mais réitère le droit du peuple palestinien à la résistance contre l'occupation, conformément à la loi internationale ». Il indique aussi que « le Fatah reste fidèle aux martyrs et prisonniers, et exprime son attachement aux constantes du peuple palestinien, à savoir la libération de la terre et de Jérusalem, le démantèlement des colonies et le retour des réfugiés » palestiniens. « Nous refusons de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif afin de protéger les droits des réfugiés ainsi que ceux des Palestiniens de l'autre côté de la 'ligne verte' » entre Israël et la Cisjordanie, stipule ce texte en référence à près de 1,3 million de citoyens arabes d'Israël.

Que le Hamas critique sévèrement les résolutions adoptées par le Fatah est un signe que ce dernier lui a peut-être ravi son fonds de commerce politique.

Hassan Moali

Sources [El Watan](#)

<http://palestine.over-blog.net:80/article-34752636.html>

3-5 The Palestine Times : Pourquoi les Palestiniens ne devraient jamais reconnaître le droit à exister d'Israël ?

Israël existe.

Et le monde entier, y compris les Palestiniens, reconnaissent la réalité de cette existence.

Cependant, la simple existence d'un Etat, ou de toute autre entité politique, ne lui confère pas une légitimité, en particulier une légitimité morale.

C'est pourquoi le concept de "légitimité morale", ou "le droit à exister," n'existe pas en droit international.

En effet, si la simple existence d'un Etat confère une légitimité morale, alors l'Allemagne nazie et l'apartheid en Afrique du Sud, pour ne citer que deux exemples, auraient dû acquiescer une légitimité morale et un "droit à exister."

Mais Israël n'est pas un Etat comme les autres Etats. Israël est plus que le fruit d'une relation adultère, c'est un crime persistant contre l'humanité, tout comme l'Allemagne nazie était un crime contre l'humanité.

Israël a été une entité criminelle depuis le début, puisque son existence même s'est faite au détriment de l'existence d'un autre peuple, d'une autre nation, à savoir le peuple palestinien.

Israël est un pays qui a été volé sous la menace des armes à ses propriétaires légitimes, les Palestiniens. Les villes et villages israéliens ont été construits sur les ruines des villes et des villages palestiniens.

Les Israéliens eux-mêmes vivent sur des terres qui appartiennent à d'autres personnes et même encore aujourd'hui, de nombreux Israéliens continuent à vivre dans des maisons arrachées à leurs propriétaires palestiniens.

Ce vol est probablement sans précédent dans les annales de l'histoire, il s'agit d'un acte de viol, un viol continu, peu importe le nombre des supporters qui glorifient la légitimité et la moralité de leurs actes criminels.

En fait, Israël peut être comparé à un homme malade qui tue une personne innocente en vue d'utiliser son cœur et ses autres organes vitaux pour une transplantation. Est-ce que cette personne a le droit d'exister ? Israël n'a pas seulement volé les organes d'une victime, mais il s'est aussi emparé de ses biens, et a ensuite nié avoir fait quelque chose de mal.

C'est vrai, l'histoire est souvent cruelle. Toutefois, la cruauté d'Israël ne s'est pas produite qu'une fois. Israël n'a pas stoppé son nettoyage ethnique meurtrier qu'il a commencé en 1948-1949 au cours duquel la majorité des Palestiniens a été expulsée aux quatre coins du monde.

En fait, Israël n'a jamais cessé d'assassiner les Palestiniens, de voler leurs terres, de détruire leurs maisons et de réduire leurs horizons. Même aujourd'hui, l'attitude d'Israël envers ses victimes, semblable à celle des Nazis, enlève à Israël toute légitimité morale.

En clair, les Palestiniens et leurs dirigeants ne devraient jamais accepter de reconnaître "le droit à exister d'Israël", car l'Etat sioniste n'a tout simplement aucun droit moral d'exister, étant donné que cette existence s'avère être au détriment de l'existence d'un autre peuple.

En effet, une reconnaissance par les Palestiniens du "droit à l'existence d'Israël" implique toute une série de "reconnaisances", dont les suivantes :

- que l'expulsion des Palestiniens de leur patrie où ils vivaient depuis des temps immémoriaux était juste et justifiée,
- que les dizaines de massacres de Palestiniens perpétrés par les forces judéo-nazies, comme Deir Yassine, Tantura, Dawayima, Kfar Qassem, Qibya, Jénine, etc, étaient aussi justes et justifiés,
- et que la plupart des Ashkenazes russes et d'Europe de l'Est qui croient en la suprématie de leur race appartenaient à la Palestine et que la Palestine leur appartenait, alors que les véritables autochtones de cette terre, les Palestiniens, sont des squatters "arabes", tandis que les véritables squatters, les colons judéo-nazis, sont les véritables autochtones de cette terre.

En d'autres termes, pour reconnaître "le droit à exister d'Israël", les Palestiniens devraient adopter totalement et sans condition le récit sioniste et se transformer en "sionistes musulmans et chrétiens."

Pire encore, Israël demande en fait que nous reconnaissons qu'Israël est un "Etat juif" qui appartient à "tous les Juifs du monde", ou, comme l'a dit récemment un dirigeant israélien, qu'Israël est "l'Etat des Juifs, aux côtés des Juifs et pour les Juifs."

En clair, Israël veut que les Palestiniens, à qui il a volé le patrimoine et cherché à mettre fin à leur survie nationale, reconnaissent que l'État sioniste a le droit d'être raciste, voleur, assassin et menteur.

Raciste, parce que l'ensemble de l'infrastructure politique et judiciaire israélienne est basé sur la supposition que les Juifs ont droit à plus de droits et de privilèges que les non-juifs, y compris ceux qui sont citoyens israéliens.

Voleur, parce qu'Israël a volé la Palestine à ses propriétaires légitimes qu'il a expulsés aux quatre coins du monde et que les victimes qui n'ont pas été expulsées ont été considérées comme des "absents" dans le but de "légaliser" le vol de leurs terres et de leurs biens.

Meurtrier, car Israël continue d'assassiner les Palestiniens qui osent s'opposer au récit sioniste et s'accrochent à leur patrie.

Et pour préserver le crime colossal, Israël recourt à l'adoption du *modus operandi* de mensonges et de demi-vérités, en bénéficiant des médias influencés par des Juifs dans le monde occidental.

À la lumière de ces faits, toute reconnaissance du "droit à exister d'Israël" de la part des Palestiniens, notamment du Hamas, serait un geste d'une immense bêtise proche du suicide moral car une telle reconnaissance impliquerait reconnaître que non seulement Israël a le droit d'exister, mais aussi que toutes les actions, les crimes et la conduite auxquels Israël a eu recours pour sauvegarder et préserver ce droit étaient parfaitement et moralement justes.

La reconnaissance du droit à exister d'Israël serait donc analogue à une reconnaissance des Juifs que l'holocauste était moralement justifié et que la mort des personnes dans les chambres à gaz était un acte moral.

Il ne fait aucun doute qu'Israël est une créature de Satan, une entité qui n'est pas différente du Troisième Reich.

Mais il existe et il est politiquement et militairement fort, comme l'Allemagne nazie l'était autrefois. **Israël n'a aucune légitimité morale parce que l'oppression ne peut être légitime, ni selon les lois des hommes, ni selon la loi de Dieu.**

Nous ne prétendons pas que les Palestiniens ne doivent pas tenir compte de la réalité d'Israël. Cependant, traiter avec Israël, même négocier avec lui, est une chose, mais lui accorder une légitimité morale, c'est une toute autre chose.

The Palestine Times

12 Août 2009

Source : <http://one-state.net/pt.html>

Traduction : MG pourISM

http://www.alterinfo.net/Pourquoi-les-Palestiniens-ne-devraient-jamais-reconnaitre-le-droit-a-exister-d-Israël_a35684.html

3-6 La topologie du gruyère s'intensifie.

Confiscation des terres arabes à Al Qods et expulsion de leurs propriétaires...

Creusement de tunnels sous la mosquée d'Al Aqsa, menaçant ses fondations et sa pérennité...

Incendies déclenchés par les colons faisant ainsi partir en fumée de superficies d'oliveraies appartenant à des cultivateurs palestiniens...

Intimidations et terreurs fascistes quotidiens contre les familles palestiniennes en vue de les obliger à partir...

Intensification de l'immigration et nouvelles colonisations...

Sanction de quiconque commémore la Nakba...

Approbation par la Knesset de la loi de "privatisation des terres" qui consacre le crime de confiscation de propriétés palestiniennes datant de 1948...

Judaïsation des noms de villes et villages arabes...

ET PARALLELEMENT

Soutien caché d'Obama à l'entité sioniste et à sa politique d'occupation et d'épuration ethnique...

Complicité flagrante des de l'ONU, de l'UE et des comités de défense des droits de l'homme qui n'ont jamais voulu concrétiser leur volonté de défendre les droits du peuple palestinien...

Refus quasi unanime des instances internationales de reconnaître le droit au retour des réfugiés palestiniens dans leur pays...

Silence et collaboration de régimes arabes...

ET ENFIN LE COMBLE

Intensification des manœuvres miliciennes de la Collaboration Palestinienne contre la Résistance et ses partisans...

Soutien de l'Occident et de régimes arabes à la Collaboration Palestinienne, ainsi que leurs efforts permanents de saper toute tentative d'entente nationale ou d'unité du Peuple Palestinien autour de sa Résistance...

Peu importe pour nous tout cela ; nous ferons plier et replier sur elle-même la Palestine, contracter et étirer le temps,..., jusqu'à ce que le moindre vide comblé par l'Occupation disparaisse définitivement...

8 août 2009

<http://libanresistance.blogspot.com/2009/08/la-topologie-du-gruyere-sintensifie-en.html>

3-7 Gaza sous blocus et sous des tonnes de gravas.

Destruction Sioniste Opération Plomb Durci Gaza

Dans un article publié dans Haaretz le 30/07/09, intitulé "Rubble Rousing" (Exhaltant Gravas) la journaliste israélienne, Amira Hass, révèle l'ampleur de la pollution créée lors de l'Opération meurtrière de l'armée israélienne de décembre janvier dernier "Plomb Durci".

Selon elle, ces dernières semaines environ 30 000 tonnes de blocs de béton ont été entassés entre Khan Younis et Rafah dans la Bande de Gaza sur ce qui était autrefois la colonie sioniste de Gan Or. Ce n'est que 6 mois après cette brutale opération militaire au cours de laquelle des crimes de guerre et contre l'humanité ont été commis, que le Programme de Développement de l'ONU (UNDP) a commencé à nettoyer les gravas qui encombrant le territoire surpeuplé de la Bande de Gaza.

Dans 8 jours, ces gravas commenceront à être pulvérisés.

Selon l'UNDP, l'Opération Plomb Durci a généré 600 000 tonnes de gravas constitué principalement de blocs de béton, le reste, soit environ 10%, est fait de débris de fer, de bois, d'amiante et autres matériaux. Il va sans dire que parmi ces matériaux, certains sont toxiques et ce d'autant plus que l'armée israélienne a utilisé des armes à l'UA, au DIME, au phosphore blanc et autres matériaux militaires expérimentaux testés à Gaza sur la population civile palestinienne.

Le nettoyage de ces centaines de milliers de tonnes de gravas doit prendre un an car Israël refuse de laisser entrer des machines et camions dans la Bande de Gaza. Il se fera donc avec les moyens disponibles sur place c'est à dire du matériel non adapté à une telle quantité. De plus, il reste toujours dans Gaza les gravas des anciennes colonies sionistes dont celle de Gush Katif qui auraient du être pulvérisés et enlevés depuis longtemps. Mais le blocus et la guerre récente ont empêché la réalisation de tous ces travaux et de plus la machine à pulvériser, commandée en Italie en 2005, vient tout juste d'être autorisée à rentrer dans la Bande de Gaza.

L'UNDP est responsable du recyclage de 420 000 tonnes de gravas qui pulvérisés devraient servir à la construction d'infrastructures routières. Mais le déblaiement souvent à mains nues ou avec du matériel de fortune, des matières hasardeuses et autres gravas contaminés fait courir un grave risque sanitaire à la population palestinienne. Le transport de ces tonnes de gravas, la pulvérisation sur une zone aussi petite que celle de la Bande de Gaza constituent également pour toute la population affaiblie par plus de deux ans de blocus, de privations tant de produits alimentaires de première nécessité que de soins médicaux de base appropriés, un risque sanitaire majeur et une menace pour la survie de cette population traumatisée.

Les pays occidentaux se sont réunis après l'Opération Plomb Durci sans même la condamner et la faire condamner par le Conseil de Sécurité de l'ONU, et promis de vastes sommes d'argent pour reconstruire ce que le régime sioniste avait détruit dans Gaza. Mais pour l'instant, aucune pression sérieuse n'a été faite sur le principal pollueur, Israël, pour qu'il facilite cette reconstruction. Personne non plus n'a exigé du responsable des destructions et de l'énorme pollution environnementale, Israël, de payer. Israël continue d'empêcher l'entrée des matériaux de construction et des équipements nécessaires pour démarrer cette reconstruction.

Pendant ce temps, des dizaines de milliers de Palestiniens privés de leurs maisons détruites s'entassent dans des appartements trop petits soit dans leurs familles soit dans ceux loués après la guerre. D'autres s'entassent dans des tentes, dans des conditions encore plus misérables.

Mais qui s'en soucie ?

Les environnementalistes des Cohn Bendit Bové ?

Ils se sont bien gardés d'aller sur place constater la terrible catastrophe environnementale provoquée par Israël à Gaza, sans parler de la catastrophe humaine, pour affronter les questions des victimes palestiniennes au mieux sur leur indifférence au pire sur leur complicité avec le régime sioniste.

Confrontés à l'interdiction faite par Israël de faire entrer des matériaux de construction sauf dans le cadre de petits projets de l'UNDP, les Gazaouites se sont tournés d'eux mêmes vers des solutions écologiques telles la construction de maisons en pisé. Les écologistes d'EE des Cohn Bendit Bové, claironnent partout leur solidarité avec les pays en développement et les populations vivant dans la pauvreté, les sans terre etc...

Alors pourquoi ne proposent-ils pas aux Gazaouites de mettre à leur disposition leurs compétences en matière de construction, agriculture, infrastructures durables adaptées aux besoins locaux et qui permettraient aux Palestiniens de se libérer de la dépendance écrasante de l'occupant israélien ?

Pourquoi n'envoient-ils pas sur place des ingénieurs et autres techniciens pour aider concrètement les Palestiniens ?

Pourquoi ?

Mireille Delamarre

02 Août 2009

http://www.planetenonviolence.org/Oubliees-Des-Environnementalistes-L-Irak-Confrontee-A-Une-Catastrophe-Environnementale,-Gaza-Sous-Blocus-Sous-Des-Tonnes_a1978.html

3-8 Alain Jules : Ah, la petite entreprise d'Avidgor Lieberman connaît la crise.

Dans les prochains jours, note l'AFP, le dossier pour corruption et blanchiment d'argent concernant le ministre israélien des Affaires Etrangères, sera transmis au procureur général de l'Etat Menahem Mazouz. L'homme sait

tout faire : détester ouvertement les Arabes, toucher des pots-de-vin et, comble du malheur, entraver la justice. Un beau spécimen. Il ne pourra avoir la même défense que son homologue français face à Pierre Péan. En transposant la mafia russe en Israël pour construire Israël Beitenu, son parti raciste, l'homme ne se doutait pas que la police allait un jour l'avoir dans son collimateur, comme l'annonce Haaretz. Il crie aujourd'hui aux loups, accusant la police de persécution. Et pourtant.

L'ultraciste, ou plutôt, l'ultranationaliste selon la formule consacrée, Ivet, de son vrai prénom, devenu Avidgor on ne sait trop comment, arrive en Israël à l'âge de 20 ans, lorsqu'il quitte sa Moldavie natale. Âgé de 51 ans aujourd'hui, l'ancien membre du parti raciste Kach, aujourd'hui interdit, a su tisser sa toile. En devenant tour à tour, chef de cabinet de Benyamin Netanyahou en 1996, avec qui il se brouille, suite aux accords de Wye River signés avec le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat. Il le qualifiait de "chien" et de terroriste à exécuter sans état d'âme. Puis, il devient ministre à plusieurs reprises d'Ariel Sharon. Ce dernier se sépare de lui lorsqu'il refuse d'adhérer au processus de paix, avec notamment, le retrait de Gaza.

L'homme, très apprécié par les russophones, très nombreux en Israël, et les colons en particulier, est aussi, un colon. Il vit à Noqdim, en Cisjordanie, donc en territoire palestinien, d'où bien évidemment, ses demandes incessantes pour que les arabes-israéliens fassent allégeance, en reconnaissant Israël comme Etat juif. L'homme qui vient de connaître son heure de gloire après les dernières législatives, avec 15 députés sur les 200 que compte la Knesset, n'est plus à la joie depuis hier avec cette recommandation policière. C'est vrai que Sharon, Olmert ou Katsav, sont passés par là, à croire que tous les hommes politiques israéliens sont corrompus.

Avidgor Lieberman est donc soupçonné de plusieurs chefs d'accusations et la police dit avoir accumulé assez de preuves pour qu'il soit inculpé. Entre autres, on peut rajouter l'abus de confiance, et la réception de fortes sommes d'argent en provenance de l'étranger pour financer ses campagnes électorales, a déclaré un membre de la police. Grâce à des sociétés fictives et différents comptes bancaires, notamment à Chypre au nom de sa fille Michal, « l'homme vertueux » s'est fait épingler semble-t-il, comme un bleu. Ses prête-noms au niveau de ses sociétés-écrans, hormis sa fille, on dénombre deux autres personnes : des personnes très proches.

Il ne reste plus qu'à Avidgor Lieberman, l'homme qui souille Israël de son déshonneur, d'aller faire Dragosteia Din Tei (Amour sous un tilleul). Vous vous souvenez de ce tube du groupe moldave O-Zone ? Il a été repris récemment par le rappeur américain TI et la chanteuse R'n'b, Rihanna. Probablement, ça ferait bien plaisir à cet homme qui en a bien besoin après ses nombreux forfaits... 31 ans de prison pour Avidgor Lieberman ? Ce n'est pas le Gouvernement israélien ou Nicolas Sarkozy qui vont regretter cet extrémiste s'il quitte le Gouvernement. Et vous ?

[Allain Jules](#)

lundi 3 août 2009

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/31-ans-de-prison-pour-avidgor-59721>

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 **Gideon Lévy** : Une balle dans le ventre.

Un homme cheminait avec son fils de sept ans.

Tout à coup arrive une jeep militaire.

On chasse l'enfant, on emmène le père.

Quelques heures plus tard, les voisins racontent qu'il a été tué. On lui a tiré une balle dans le ventre alors qu'il était assis par terre, menotté. « Il a tenté de saisir l'arme d'un soldat de l'armée israélienne » constitue la version officielle. Comment un homme menotté peut-il saisir une arme ? Peut-être avec les dents. Grottesque. En tout cas, la Division d'Investigation Criminelle mène l'enquête...

A l'ombre de la guerre à Gaza, les réservistes ont dû penser que tout était permis.

Sous son inspiration, on peut, et peut-être même le faut-il, tuer des innocents, y compris en Cisjordanie. Sous le couvert de la guerre, ils ont pensé qu'il était aussi permis de tuer un Palestinien qui a les mains attachées par des menottes en plastique ; car il est toujours possible de prétendre qu'il a tenté de se saisir de leur arme, même s'il était entravé par des menottes dont il n'y a quasiment aucun moyen de se libérer. Une balle dans le ventre, tirée à bout portant. Elle a mis fin à la vie de Yasser Temeizi, qui aura travaillé en Israël durant toute sa vie d'adulte et, cette dernière année, au sein de la société Charash à Ashdod. Porteur d'un permis de travailler en Israël, ce jeune père n'avait jamais eu maille à partir avec l'armée israélienne.

Les soldats l'ont arrêté sans raison, ils l'ont frappé sans raison sous les yeux de son petit garçon, pour finalement le tuer. Un mois et demi après cet incident révoltant, la Division d'Investigation Criminelle en est toujours à mener son enquête. Une investigation qui aurait pu être bouclée en une heure et qui s'éternise. Comme d'habitude, aucun Palestinien n'a été interrogé. Comme d'habitude encore, aucun soldat n'a été arrêté, et bien sûr personne ne le sera. Une balle tirée à bout portant dans le ventre et qui tue.

Les réservistes qui ont tué Yasser Temeizi ont apparemment déjà été démobilisés. Peut-être sont-ils rentrés chez eux, le cœur léger et riches de l'expérience de leur service de réservistes. C'est vrai qu'ils n'ont pas participé à la guerre à Gaza, mais eux aussi ont tué, et comment ! Pourquoi non ? Voici, histoire de leur rendre service, le récit

et le bilan de leur acte, dont de hauts officiers de l'armée israélienne ont déjà déterminé qu'il s'agissait « d'un incident grave » impliquant « une série de manquements graves ».

Âgé de 35 ans, habitant la bourgade de Idna, à l'ouest d'Hébron, époux de Haife, père de Firas, sept ans, et Hala, deux ans, Yasser Temeizi était un travailleur dévoué et diligent. Cela faisait 15 ans qu'il partait chaque matin travailler en Israël. Ces derniers mois, il travaillait à Ashdod, dans la société Charash qui assemble des structures de chargement pour camions. Sur sa dernière feuille de paie : « Catégorie de travailleur : autonomie », c'est dit dans la langue de l'occupation. Montant du paiement : 3935,73 shekels [745 €].

Quand la guerre a éclaté à Gaza, ses employeurs lui ont demandé de ne pas venir travailler avant un cessez-le-feu. Mais il faut nourrir la famille, alors Yasser Temeizi se rendait au « marché d'esclaves » de Kiryat Gat, dans l'espoir de trouver un job d'un ou deux jours. Et c'est encore ce qu'il a fait le matin du 13 janvier.

Ehoud Barak tentait, ce jour-là, de faire avancer un « cessez-le-feu humanitaire » d'une semaine, les paras progressaient en direction de la ville de Gaza, un septième membre d'une équipe médicale palestinienne était tué par nos forces et Jimmy Carter publiait son article : « Une guerre superflue ».

Ce matin-là, à cinq heures et demie, Yasser Temeizi est parti pour Kiryat Gat, son permis de travail en poche. Aux alentours de neuf heures et demie, n'ayant pas trouvé de travail, il est revenu. Sa mère, Naife, lui a préparé un repas léger, puis il a proposé à son fils, Firas, de l'accompagner jusqu'à l'oliveraie familiale située à environ trois kilomètres à l'ouest de leur maison, à quelques centaines de mètres à l'est de la clôture de séparation, à l'intérieur des Territoires [occupés].

Ils ont chargé l'âne d'une bouteille d'eau et de nourriture puis se sont mis en route pour le lopin familial. S'il n'y a pas de travail en Israël, au moins ils s'occuperont des oliviers. Arrivés sur place, ils se sont mis au travail. Tout à coup, une jeep militaire est arrivée et quatre soldats en sont sortis. Le petit Firas les a vus s'approcher de son père. Très vite, il y a eu un échange de mots. Firas ne comprend pas l'hébreu, une langue que son père maniait très bien, et il ne savait donc pas sur quoi portait la polémique. Peu après, il a vu les soldats faire tomber son père par terre, sur le dos, puis lui attacher les mains dans le dos.

Les soldats ont ordonné à Firas de s'en aller chez lui. Son père le lui a dit aussi et le petit garçon, terrifié, s'en est allé à pied en direction de la maison, à plus d'une heure de marche de là. En chemin, dit-il, il s'est fait attaquer par des chiens et ce sont des bergers, des voisins, qui l'en ont sauvé. C'est la dernière fois que Firas a vu son père en vie. A terre et menotté, mais en vie.

Des témoins oculaires ont raconté au père de Yasser, Saker, un vieil homme portant le keffieh, avoir vu les soldats donner des coups de pieds à son fils qui était menotté et avait les yeux bandés. Les témoins ont tenté d'intervenir mais les soldats les ont chassés en les menaçant de leurs fusils. Moussa Abou-Hashhash, un enquêteur de B'Tselem, dispose de témoignages concordants. Finalement, selon les témoins, les soldats ont fait monter Yasser Temeizi dans la jeep et ils sont partis. C'était la dernière fois que des Palestiniens le voyaient en vie. Menotté, yeux bandés, mais en vie.

Entre temps, Firas était arrivé chez lui où il a raconté que son père avait été arrêté. A la maison, on ne s'en est pas inquiété outre mesure : un Palestinien qui se fait arrêter pour rien, c'est la routine. On était persuadé que Yasser serait libéré rapidement et qu'il rentrerait. Il a en effet tous les permis et jamais il n'a été impliqué dans quoi que ce soit. Les heures passaient, c'était déjà l'après-midi et Yasser n'était toujours pas rentré. Vers quatre heures, des voisins sont arrivés, racontant que Yasser avait été tué et que son corps se trouvait à l'hôpital al-Ahli d'Hébron.

Moussa Abou-Hashhash a filé à l'hôpital où il a vu le corps. Il témoigne avoir vu des marques de liens aux poignets. La balle était entrée dans le ventre et ressortie par la cuisse. Selon les experts, c'est l'indice que Yasser Temeizi a été abattu alors qu'il était assis. A bout portant. Le corps a été autopsié à l'institut de pathologie d'Abou Dis et Moussa Abou-Hashhash a obtenu les résultats de l'autopsie. La mort serait due à une hémorragie prolongée. Yasser Temeizi n'était pas mort à son arrivée à l'hôpital. Il aurait apparemment été possible de le sauver si des soins médicaux lui avaient été dispensés à temps.

Dix jours plus tard, Youval Azoulay publiait dans Haaretz un article sur ce cas. Il apparaît que peu de temps après cette mort, une enquête de l'armée a été menée avec la participation du commandant de division, le brigadier-général Noam Tivon et le commandant de la brigade, le colonel Oudi Ben-Moha, qui a amené à soupçonner « une série de manquements » de la part des soldats réservistes qui ont tué Yasser Temeizi.

Celui-ci a effectivement été amené au checkpoint de Tarkoumia et de là emmené à une base voisine. Ils l'ont tué à l'intérieur d'une pièce, sans témoins, après qu'il ait, selon leurs dires, tenté de saisir leur arme. Nul n'explique comment un Palestinien menotté peut se saisir d'une arme ni pourquoi la réaction immédiate consiste à tirer à balle réelle et à bout portant. Des responsables de l'armée ont fait savoir au journaliste Youval Azoulay que « le traitement de ce cas, en particulier au niveau de l'appel d'une assistance à un blessé, témoigne de ce qu'il y a eu des manquements graves. Il s'agit d'un incident grave et on ne peut se débarrasser de l'impression que si des soldats d'active avaient été sur place, cela ne serait pas arrivé. Les réservistes ne sont tout simplement ni compétents ni entraînés pour des scénarios de ce genre ». Des scénarios ? Entraînés ? Faut-il et est-il possible d'être entraînés à des situations pareilles ? Sur quoi doit porter l'entraînement ? Sur le fait qu'on ne tire pas sur un homme menotté ? Et qu'en présence d'un blessé, on fait immédiatement appel aux premiers soins ?

Le porte-parole de l'armée nous a communiqué cette semaine, un mois et demi après l'incident : « L'affaire fait l'objet d'une enquête menée par la Division d'Investigation Criminelle. Dès sa clôture, ses conclusions seront soumises à l'avis de l'Avocat Militaire. »

A Idna, le petit Firas rentre chez lui, portant sur le dos un sac bleu de l'UNICEF. De sa petite voix douce, il déroule l'histoire du dernier jour de papa.

L'enfant raconte le trajet à dos d'âne jusqu'à l'oliveraie, les soldats qui jettent papa à terre sous ses yeux et son retour, seul, à la maison, avec les chiens qui lui aboyaient dessus et le fait qu'il avait peur. « Après, on m'a dit que papa était mort », dit froidement l'enfant chez qui les signes de traumatisme sont encore parfaitement reconnaissables.

Pour information aux soldats qui tuent un homme menotté et pour information à leurs commandants et à leurs enquêteurs.

Gideon Lévy,

Haaretz, 27 février 2009

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

<http://www.aloufok.net/spip.php?article250>

4-2 R.Jorf : 73% des enfants de Gaza souffrent de troubles psychologiques suite à la dernière agression israélienne contre Gaza.

Gaza / 73% des enfants de la bande de Gaza souffrent de troubles psychologiques dus à la dernière agression israélienne contre Gaza, a affirmé une étude menée par le centre palestinien pour les droits de l'Homme. Citant le rapport du centre, le site internet palestinien /Qods -Net/ a rapporté que plus de /4000/ enfants palestiniens souffrent de problèmes et de douleurs psychologiques et organiques dus à la dernière agression israélienne barbare contre la bande de Gaza, leur provoquant des maladies chroniques, telles que des maladies liées à la pression sanguine, le diabète, la faiblesse et la mollesse des os, et d'autres troubles tels que les cauchemars et l'énurésie nocturne.

Le centre palestinien des droits de l'Homme a abordé aussi, dans son rapport, l'errance des enfants de Gaza qui se sont trouvés obligés de travailler à cause de la pauvreté et de la propagation des troubles sociaux.

Le directeur de l'hôpital des maladies psychologiques de Gaza, Dr. Ayech Samour a souligné qu'environ 30% des enfants de Gaza souffrent de l'énurésie involontaire et inconsciente à cause de la peur, ajoutant qu'ils souffrent d'autres problèmes neurologiques, or ils se rongent les ongles, ils pleurent et ils ont souvent des cauchemars nocturnes, et tout cela est dû à l'agression israélienne contre la bande.

Dans le même contexte, une étude menée par le programme de Gaza pour la santé psychologique a fait noter que chaque enfant gazaoui a subi, au moins, neuf chocs tout au long de sa vie, ajoutant que 33.3% des enfants palestiniens ont été traumatisés psychologiquement ce qui a affecté leur vie.

Selon le directeur du Programme, M. Iyad Sarraj, l'enfant palestinien a perdu deux des éléments de la stabilité de sa vie, à savoir la sécurité et la présence d'un père capable de le protéger et de lui assurer ses besoins et ce, à cause de l'agression israélienne et de la destruction matérielle et morale que cette dernière a provoquée.

"15% des enfants de Gaza souffrent de désordres mentaux dus à la détresse et à la violence accumulée dans leurs âmes", a ajouté M. Sarraj, tout en estimant que ceci aura des répercussions négatives sur leur avenir et leur créativité.

N.S. / R.Jorf

SANA

Samedi 8 août 2009

<http://www.palestine-solidarite.org:80/actualite.Sana.080809.htm>

4-3 Hannah Mermelstein : Sécurité

Quel que soit le nombre de murs qu'ils construiront, de personnes qu'ils jetteront en prison, de maisons qu'ils détruiront, de plaques de rue qu'ils effaceront et de personnes qu'ils expulseront, ils n'auront pas de véritable sécurité et finalement le sionisme échouera.

« **C'est la guerre contre les Arabes** »

J'ai vu ce panneau en entrant à Naplouse, la semaine dernière ; je l'ai revu en faisant route vers Ramallah et ensuite près de Bethléem. On présume que ce sont des colons israéliens qui ont écrit la phrase en hébreu sur d'énormes panneaux dans toute la Cisjordanie. Le racisme israélien a pratiquement cessé de me choquer, mais la manière dont il s'étale brutalement me coupe quand même le souffle quand je le transpose dans d'autres contextes. Imaginez-vous, qu'en traversant un quartier majoritairement noir dans une ville étasunienne, vous tombiez sur un panneau énorme qui dise « C'est la guerre contre les Noirs ».

Je pense à la sécurité. La manière dont Israël a abusé de ce mot jusqu'à en vider presque le sens dans la région ; l'importance de la sécurité au niveau de l'individu et à celui des communautés ne peut être sous-estimée.

Néanmoins, tout ce que je lis dans les médias au sujet de la sécurité fait fi du droit pour le peuple palestinien à ladite sécurité. « C'est la guerre contre les Arabes » est un nouveau signe pour autant que je sache, mais pendant des années en Cisjordanie j'ai vu des étoiles de David gribouillées sur des magasins et des maisons palestiniennes disant « mort aux Arabes » et « Kahane avait raison » (Kahane était un dirigeant politique extrémiste qui préconisait le nettoyage ethnique du peuple palestinien ; cette phrase est essentiellement équivalente à « Hitler avait raison » dans un quartier juif).

Les panneaux ne sont pas seulement créés, il en est aussi qui sont détruits. Depuis 1948, les Palestiniens vivant en Israël ont vu leur identité effacée et niée sans doute plus fortement que n'importe quel autre groupe de Palestiniens. J'ai visité un ami à Lyd, la semaine dernière ; il vit dans la rue Giborai Yisrael ("Héros d'Israël"). En traversant les quartiers palestiniens de Lyd nous sommes passés par des rues portant les noms de Herzl,

Jabotinsky et d'autres dirigeants sionistes. Aucun des vieux noms arabes de ces rues n'a survécu. Même dans les grandes villes comptant de nombreux Palestiniens, les noms arabes sont maintenant officiellement effacés sur les plaques de rue. Écrit en lettres arabes, « Yaffa » deviendra « Yafo », « Nasra » deviendra « Natzæet » et « Al Quds » deviendra « Yerushalayim ».

L'absence de sécurité va au-delà du refus de l'identité et de l'histoire exprimée visuellement au moyen de plaques. Un ami palestinien, de nationalité israélienne, m'a dit que la rumeur court qu'une immense étendue en Jordanie est actuellement déblayée en vue de l'arrivée de la population palestinienne d'Israël quand elle aura été déplacée. « Cela relève peut-être d'une théorie de conspiration » dit-il « mais je ne sais pas ».

« J'ose espérer qu'Israël ne va pas s'en tirer comme ça » ai-je répondu.

« Bien sûr qu'il peut s'en tirer » m'a dit un autre ami de Lyd « et si les conditions sont favorables, il s'en tirera ». Imaginez-vous vivant au jour le jour en pensant que vous pouvez être expulsés de votre pays très bientôt. Ou à Gaza, vous demandant si vous allez être tué demain ou s'il vous sera jamais possible d'aller et venir dans votre pays librement. Ou en Cisjordanie, vous demandant si votre fils va se faire arrêter ou si vous arriverez à traverser le poste de contrôle le matin pour aller au travail. Ou à Jérusalem, si ils vous enlèveront votre permis, ou s'ils détruiront votre maison.

Imaginez qu'il n'y pas de rapport entre le choix et la conséquence, que le rapport est arbitraire entre cause et effet. Si vous avez les mêmes chances d'être descendus et tués en buvant le thé sur le pas de votre porte ou sur les bancs de l'école, ou quand vous participez à une manifestation ou que vous rejoignez la résistance armée, est-il surprenant que certains choisissent toutes les éventualités ?

Une amie à moi de Cisjordanie m'a dit un jour qu'elle ne se sent jamais en sécurité. Donc la sécurité n'entre pas en ligne de compte dans les décisions qu'elle prend. J'ai beau essayer, je ne peux pas imaginer cette absence de contrôle.

À Jérusalem, j'ai rencontré une femme qui avait été déplacée de sa maison par des colons, enlevée physiquement de sa maison par des douzaines de soldats israéliens au milieu de la nuit. Deux fois réfugiée (en 1948 et en 2008), Oum Kamel vit actuellement sous une tente qu'elle a déplacée six fois au cours des six derniers mois. Ceci est peut-être le comble de l'insécurité et pourtant Oum Kamel reste forte et déterminée. En Palestine beaucoup parleraient de *soumoud* ou de fermeté.

Ce type de force on le rencontre souvent en Palestine et elle dénote une sécurité plus profonde qui vient en partie de la foi. Foi en Dieu, parfois, mais aussi foi les uns dans les autres, dans la justice de la cause, dans la marée de l'histoire qui a montré qu'aucune occupation en Palestine ne dure pour toujours. Ceci bien entendu est ce que les Israéliens craignent le plus. À savoir que quel que soit le nombre de murs qu'ils construiront, quel que soit le nombre de personnes qu'ils jetteront en prison, quels que soient le nombre de maisons qu'ils détruiront, le nombre de plaques de rue qu'ils effaceront et le nombre de personnes qu'ils expulseront, ils n'auront pas de véritable sécurité et finalement le sionisme échouera. Comme beaucoup de vieux Palestiniens me l'ont dit au sujet de la sécurité, « nous avons survécu à beaucoup d'occupations. Celle-ci aussi disparaîtra ».

[Hannah Mermelstein](#)

Hannah Mermelstein est une militante et une bibliothécaire engagée vivant à Brooklyn NY.

Elle a créé avec d'autres *Birthright Unplugged* et *Students Boycott Apartheid* et collabore à la campagne de New York pour le boycott d'Israël et le projet d'éducation palestinienne.

03 août 2009

<http://news.stcom.net/modules.php?name=News&file=article&sid=4509>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19